

**Le Maroc enverrait
un contingent militaire
pour soutenir le Zaïre**

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 120 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.;
Canada, 6 c.; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 28 pes.;
Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 70 dr.; Iran, 48 ris; Italie, 350 L; Liban, 175 p.;
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.;
Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.;
U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.
Taux des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 02
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 10 63672
Tél. : 246-72-23

**Le procureur général
République fédérale d'Allemagne
est assassiné à Karlsruhe**

Carlsruhe (A.F.P., Reuters, U.P.A.). — M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

De notre correspondant :

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

M. Siegmund Sabot, procureur général fédéral, a été tué dans un attentat commis le 7 avril, vers 9 h. 15, à Karlsruhe. M. Sabot, 50 ans, était en route pour la police de cette ville. Il possédait une voiture personnelle à moto et une moto. Le meurtrier, un homme d'environ 30 ans, a été arrêté. Le procureur général et l'un de ses collaborateurs ont été tués. Une autre personne aurait été grièvement blessée.

Les mesures de M. Carter contre l'utilisation du plutonium

UN LUXE AMÉRICAIN

La décision du président Carter d'arrêter le retraitement des combustibles nucléaires irradiés ainsi que le report du programme de surrégénérateurs, pour barrer la route à l'utilisation massive du plutonium, ouvrent-ils une nouvelle ère dans la lutte contre la prolifération des armes atomiques ? On peut en douter.

Il semble, en effet, qu'il soit déjà trop tard : le plutonium est aujourd'hui produit par centaines de kilogrammes dans tous les réacteurs nucléaires fonctionnant dans le monde. La crise énergétique mondiale est trop grave pour qu'il soit possible d'arrêter le développement des programmes électronucléaires. Et le retraitement — dont les procédés chimiques sont publics depuis plus de vingt ans — est à la portée du plus grand nombre. L'Inde a montré en faisant exploser en 1974 un engin nucléaire grâce au plutonium obtenu à l'aide d'un réacteur et du combustible fournis par le Canada.

M. Carter assure qu'il n'en tend pas imposer sa politique à ses alliés. Il espère néanmoins qu'ils se joindront aux Etats-Unis pour empêcher d'autres pays d'acquiescer des installations de retraitement. Aux efforts déployés par Washington pour empêcher la vente de telles usines par la France au Pakistan, on a mesuré à quel point cet « espoir » peut être naïf. Sans doute M. Giscard d'Estaing a-t-il donné satisfaction à Washington en mettant l'embargo sur de telles exportations à l'avenir. L'affaire conclue avec le Pakistan sera la dernière. Sans doute aussi la France ne sera-t-elle pas en mesure d'exporter des surrégénérateurs avant dix ans. Mais le conflit de doctrine apparait entre les politiques nucléaires de Paris et de Washington laisse entrevoir de nouveaux affrontements commerciaux lourds de menaces pour l'avenir de l'industrie nucléaire française.

M. Carter voit déjà en tout cas se dresser contre lui des alliés de toujours des Etats-Unis. Le gouvernement de Bonn a fait savoir, d'une part, qu'il livrerait au Brésil l'usine de retraitement promise. D'autre part, qu'il entendait s'en tenir, pour l'essentiel, au traité de non-prolifération qu'il a signé en 1968. Or ce traité affirme le droit inaliénable des parties d'accéder à toutes les ressources de l'énergie nucléaire civile.

Le Japon paraît particulièrement touché : l'administration américaine bloque en effet la mise en route d'une usine de retraitement construite avec l'aide de la France. Comme ses partenaires européens, le Japon est pauvre en énergie et ne peut se payer le luxe d'un programme nucléaire qui ne génère que du plutonium. Les pays qui n'ont pas, comme les Etats-Unis, de l'uranium et du charbon en abondance ne peuvent pas se passer d'opposer aux projets, à la fois dispendieux sur le plan économique et même dangereux sur le plan de l'écologie, de M. Carter. Il ne se sent pas d'ailleurs que les Américains soient très heureux à l'idée de voir leur pays devenir une sorte de poubelle de la planète en accueillant les déchets d'autres pays.

Le retraitement est sans doute le nœud du problème, encore qu'il faudra bien un jour s'intéresser de plus près à l'enrichissement. Le progrès technique mettra probablement bientôt, en effet, ce dernier procédé à la portée d'un plus grand nombre : or l'uranium très enrichi peut, lui aussi, permettre la fabrication d'une bombe. L'arrêt total du retraitement n'étant pas concevable, une ancienne idée de M. Kissinger ne peut que réapparaître tôt ou tard, et M. Carter y a fait allusion jeudi : celle de la mise en place d'usines de retraitement fonctionnant sous contrôle international.

La France ne compte pas modifier son programme nucléaire

Le président Carter, dans une déclaration publiée jeudi 7 avril, a annoncé deux décisions importantes concernant la politique nucléaire américaine : les Etats-Unis reportent « sine die » le retraitement des combustibles nucléaires irradiés et ajournent le développement de leur programme de surrégénérateurs afin de limiter l'utilisation du plutonium, et donc les risques de prolifération nucléaire.

Cette double décision, pour intérieure qu'elle soit, aura certainement des répercussions internationales. Le président américain n'a d'ailleurs pas caché son désir de convaincre ses partenaires sinon de le suivre, du moins d'adopter des positions voisines.

M. Carter s'est défendu de vouloir « imposer » notre volonté aux pays tels que le Japon, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui ont déjà des schémas de retraitement en fonctionnement. Mais, a-t-il poursuivi, « nous espérons qu'ils se joindront à nous » pour promouvoir une prise de conscience à l'échelle mondiale du danger de la prolifération des armes atomiques.

A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a relevé que ces dernières déclarations montrent que les décisions du président américain « s'appliquent aux Etats-Unis » et que M. Carter « n'entendait pas préjuger les moyens par lesquels d'autres pays satisfont à leurs besoins énergétiques ».

« Les milieux français, a-t-il ajouté, remarquent que le président Carter a largement tenu compte des observations présentées tant par la France que par d'autres pays au cours des récentes consultations menées à l'initiative des Etats-Unis. » La France paraît déterminée, dans ces conditions, à poursuivre son programme nucléaire.


La décision prise par le président Carter, au nom de sa politique de non-prolifération, de mettre pratiquement « hors la loi » le plutonium paraît au premier abord logique : quelques kilogrammes de plutonium suffisent en effet pour fabriquer une bombe atomique.

Toutes les centrales nucléaires produisent du plutonium. Celui-ci, quand on retire le combustible irradié du réacteur, se trouve mélangé à l'uranium non « brûlé » et aux divers déchets. Le retraitement — qui serait un processus chimique des plus simples, si ne se posaient des problèmes de protection contre les rayonnements — permet d'isoler les déchets et de récupérer le plutonium et l'uranium. Bloquer le retraitement signifie donc arrêter la production de plutonium.

Cette mesure entraîne très logiquement une deuxième, l'arrêt du programme des surrégénérateurs. Ces réacteurs nucléaires, d'un type nouveau — que trois pays, la France (en coopération avec plusieurs autres), l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, continuent de développer, — ont, en effet, la particularité d'utiliser le plutonium comme combustible principal, et, grâce à la présence d'éléments « riches » d'uranium, de parvenir, tout en fournissant de l'électricité, à produire plus de plutonium qu'ils n'en consomment.

Les mesures annoncées jeudi par le président américain satisfont sans nul doute une bonne partie de l'électorat américain, qu'il s'agit aussi, n'en doutons pas, de préparer à une poursuite du programme nucléaire « classique ». Elles n'en soulèvent pas moins, des à présent, une opposition nette dans certains milieux d'outre-Atlantique, industriels notamment : l'industrie nucléaire américaine exprime ouvertement son inquiétude — des placards

**Roger-Gérard
Schwartzzenberg**



324 pages,
42 F
Flammarion

L'actualisation du programme commun

L'élection de l'Assemblée européenne divise l'opposition et la majorité

Alors que M. Mitterrand propose à M. Marchais, qui n'en demandait pas tant, d'inclure la question de l'Assemblée européenne dans la liste des adaptations nécessaires pour actualiser le programme commun de la gauche, M. Chirac réaffirme, avec plus de virulence que jamais, les réserves et les exigences du R.P.R. à l'égard de ce projet.

Une autre source de difficultés pour la majorité et d'embarras pour l'opposition, surgit simultanément avec la relance par les radicaux et les centristes des projets sur la représentation proportionnelle.

A priori, les partis signataires du programme commun devraient se séparer des initiatives radicales et centristes en faveur d'un retour au système de la représentation proportionnelle : il le réclament eux-mêmes depuis des années. Sur ce point au moins, le programme commun était, dès 1972, en avance sur l'actualité. Comme les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche n'attendent pas de cadeaux, sinon empoisonnés, de leurs adversaires, ils ont pu tenir de voir un piège ou une manipulation dans les velléités qui s'affirment et qui sont censées aller au devant de leurs vœux.

La gauche est consciente du fait que le scrutin majoritaire, s'il la dessert dans un premier temps, en raison du découpage des circonscriptions législatives, peut, dans un second temps, majorer sa progression. Et, dans la gauche, le parti socialiste n'ignore pas que le système majoritaire privilégie sa position de parti dominant. De ce point de vue, les socialistes et les gaullistes ont des intérêts analogues. Sauf que

les premiers sont implicitement sollicités par les partisans du retour à la proportionnelle, alors que les seconds peuvent se sentir menacés puisque, dans sa majorité, le R.P.R. reste attaché au scrutin majoritaire, considéré comme l'un des apports essentiels de la V^e République.

C'est grâce à lui que la majorité a tenu depuis 1958, mais c'est aussi grâce à lui que la gauche s'est coalisée. Le retour à la proportionnelle conviendrait mieux à la diversification de la majorité que préconise M. Chirac, et multiplierait l'audience du courant néogaulliste, mieux servi par son implantation nationale que ses partenaires. Les contradictions et les arrière-pensées compliquent tout débat sur le mode de scrutin. En période présidentielle s'y ajoutent la peur et la passion. On voit mal ce que la majorité gagnerait avec cette nouvelle pomme de discorde, alors qu'elle en a bien d'autres.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 9.)

Crise en Israël

Le retrait de M. Itzhak Rabin de la vie politique pose un délicat problème de succession

La décision de M. Itzhak Rabin de se retirer de la vie politique a suscité, jeudi soir 7 avril, une très vive émotion en Israël. Le premier ministre a justifié sa démission en invoquant les poursuites judiciaires qui seraient engagées contre sa femme et lui-même, accusés d'avoir violé les règlements concernant le contrôle des changes. On avait, en effet, appris dans la journée de jeudi que M. et Mme Rabin possédaient conjointement un compte dans une banque américaine, où figurait une somme de 10 000 dollars, et non 2 000 dollars, au seul nom de Mme Rabin, comme celle-ci l'avait indiqué.

Jérusalem. — Tel le Golem, ce monstre d'argile de la vieille légende juive qui écrase ceux qui lui ont insufflé la vie, le vent de sublimité que M. Itzhak Rabin a fait passer sur son pays rongé par la corruption l'a emporté lui aussi. Brutalement, l'homme qui n'a pas empêché, s'il ne l'a pas voulu, qu'il y ait une affaire Yadin, une affaire Ofer, une

affaire Tsour et tant d'autres, voit son propre nom donné à une nouvelle affaire. On ne saurait sans doute mettre en parallèle les scandales qui ont délabré le parti travailliste dans un passé récent et celui qui a contraint, la nuit dernière, M. Rabin à mettre un terme à une carrière politique qui promettait d'être brillante.

L'affaire a commencé par une révélation du correspondant à Washington du journal israélien *Haaretz*, qui a découvert, au début du mois, que Mme Léa Rabin, épouse du premier ministre, avait un compte dans une banque américaine. Mme Rabin a fourni une explication qui a paru plausible : ce compte avait été ouvert alors que son mari était ambassadeur aux Etats-Unis, poste qu'il a quitté en mars 1973, et la somme de 2 000 dollars qu'il y trouvait était un reliquat qui lui servait à ses achats personnels. Il avait été envisagé d'infliger une lourde amende à Mme Rabin et de clore le dossier.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Bavard ou irresponsable ?

M. Chirac considère-t-il que les parlementaires européens seront des « bavards irresponsables » parce qu'ils seront européens, parlementaires élus au suffrage universel ?

Son argument est qu'ils n'incarneront aucune souveraineté et ne seront pas appelés à déterminer ou orienter la politique des nations. Ce sont là, sauf erreur, des fonctions qui sont refusées au Parlement français par la Constitution de la V^e République, dont M. Chirac est en principe partisan.

Dès lors, si l'on doit considérer la déclaration de M. Chirac comme une prise de position sur le rôle du Parlement dans la République, on peut se demander si M. Chirac est irresponsable ou simplement trop bavard.

ROBERT ESCARPIT.

récent et celui qui a contraint, la nuit dernière, M. Rabin à mettre un terme à une carrière politique qui promettait d'être brillante.

L'affaire a commencé par une révélation du correspondant à Washington du journal israélien *Haaretz*, qui a découvert, au début du mois, que Mme Léa Rabin, épouse du premier ministre, avait un compte dans une banque américaine. Mme Rabin a fourni une explication qui a paru plausible : ce compte avait été ouvert alors que son mari était ambassadeur aux Etats-Unis, poste qu'il a quitté en mars 1973, et la somme de 2 000 dollars qu'il y trouvait était un reliquat qui lui servait à ses achats personnels. Il avait été envisagé d'infliger une lourde amende à Mme Rabin et de clore le dossier.

(Lire la suite page 9.)

LE FRONT POPULAIRE VU PAR CLAUDE SANTELLI

Les limites du lyrisme

C'était donc cela le Front populaire, cette formidable secousse, cet espoir soudain levé, ce vent de houle : le peuple de Paris, le peuple de France au rendez-vous de mai 1936 : ces millions de femmes et d'hommes, disait à peu près Laurant Saïral au terme de l'émission de Françoiise Verry et de Claude Santelli dans la série « La légende du siècle : 1936 ou la mémoire d'un peuple » : ces millions d'hommes, de femmes vivants sous le joug, plaqués au sol : ces humbles, ces pauvres, ces petits, enfin debout, le sourire aux lèvres, le poing dressé en signe, pas de colère, non, d'amitié, de dignité retrouvée.

Avant cela, préparant cela, les grèves des étudiants nationalistes

contre les « métèques », traduisant les juifs ; la droite enterrant ses morts au lendemain du 6 février. Et ce jour-là, à la Nation, à la croisée des deux cortèges, la rencontre des divorcés de Tours, les retrouvailles des frères ennemis, communistes et socialistes entraînés dans un même élan, les uns vers les autres, les scrupuleux des professeurs balayés par les travailleurs, mus par un impératif catégorique imposé par le peuple. Témoin bouleversé, bouleversant, M. Charles-André Julien nous le racontait à l'écran. Il était là, il défilait au premier rang à côté de Blum, « le Blum » comme l'appelaient Maurras.

CLAUDE SARRAUTE.

(Lire la suite page 21.)

ETE PASSE L'HIVER AU BYRON
04 840 04 11 47 335 57 702

AMÉRIQUES

LA DÉCISION DE M. CARTER DE CONTROLER L'UTILISATION DU PLUTONIUM

SANS VOULOIR « IMPOSER » SA VOLONTÉ

Le président américain espère que les autres pays « se joindront » aux États-Unis

Washington. — Fidèle à ses promesses électorales, M. Carter a annoncé, jeudi 7 avril, l'ajournement à une date non précisée du « programme commercial » de retraitement et de recyclage du plutonium. Cette décision, liée à celle de ralentir le développement des surréacteurs d'insérer dans le cadre des efforts du gouvernement américain pour contrôler la prolifération du plutonium. Le président a qualifié celui-ci de « particulièrement nocif », comme étant à la fois radioactif et chimiquement toxique, mais surtout parce qu'il peut facilement servir à la fabrication d'armes nucléaires. Aussi bien, la décision concernant le programme américain s'appuie sur une initiative au plan international. M. Carter a déclaré qu'il avait pris contact avec les dirigeants du Japon, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne occidentale, pays qui utilisent le plutonium comme combustible nucléaire, en vue de réduire le danger de prolifération, les invitant notamment à « abstenir d'exporter leur technologie de retraitement. Le président a souligné qu'il n'avait ni l'autorité ni le désir d'imposer sa politique à d'autres pays : « Ils ont parfaitement le droit de poursuivre leur effort en matière de retraitement, mais nous espérons qu'ils se joindront à nous pour empêcher d'autres pays de développer cette capacité. »

Au sujet, le département d'Etat a fait valoir que le gouvernement américain était persuadé que ses alliés, donc faire pression sur des pays dont le président a admis qu'ils étaient obligés de retraiter le plutonium, faute de pouvoir disposer, comme les États-Unis, de charbon et d'uranium. Bref, on espère que l'attitude de Washington, qui renvoie aux avantages commerciaux de la production de plutonium aura valeur d'exemple, et que les arguments américains seront pris en considération à la prochaine conférence de Londres.

Aussi bien, tout en annonçant qu'il se proposait d'augmenter la capacité de production d'uranium enrichi, utilisé dans les réacteurs « conventionnels », le président a déclaré qu'il soumettrait au Congrès une législation permettant au gouvernement américain d'offrir des contrats de fourniture d'uranium aux pays qui en ont besoin et de s'engager à procéder à des livraisons régulières. Washington attend ainsi rassurer ses « clients » et surtout dissuader ceux qui, dans la crainte de manquer d'uranium, seraient tentés de développer leurs propres surréacteurs. De même, le président envisage un programme international visant à développer d'autres types de surréacteurs employant d'autres combustibles (comme le thorium) que le plutonium. Une des autres options envisagées prévoitrait le retraitement des déchets nucléaires, les combustibles usagés dans le monde et d'en stocker les déchets. Une autre serait de créer un système international de stockage.

La nouvelle politique nucléaire a évidemment provoqué des remous dans les milieux politiques et industriels. Au Capitole, une grande majorité de démocrates et un certain

nombre de républicains se félicitent de ces décisions présidentielles qui rejoignent les recommandations contenues dans divers projets de loi antiprolifération. Le changement d'orientation, dit-on, est conforme aux suggestions formulées dans une étude de la Fondation Ford, à laquelle le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Brown, et le sous-secrétaire d'Etat, M. L. Nye, avaient participé avant leur promotion, et qui concluait que le charbon et les réacteurs conventionnels devaient, à court terme, suffire aux besoins énergétiques des États-Unis. Cette étude avait été critiquée par les compagnies intéressées au développement des surréacteurs, Westinghouse, notamment, avait reproché à la Fondation Ford d'augmenter les ressources américaines d'uranium.

Un surréacteur expérimental

Apparemment, le président Carter n'a pas envisagé toutes les conséquences de la Fondation Ford. Loin de désigner l'énergie nucléaire, il en a souligné l'importance et les effets bénéfiques ; par ailleurs, à la lumière des explications données par le président et par ses experts, il est clair que la nouvelle politique n'implique pas un abandon définitif, mais une restriction du programme des surréacteurs. Ainsi le prototype de Clinch River (Tennessee), dans lequel le gouvernement a investi 2 milliards 700 millions de dollars, n'est pas abandonné. Le président a indiqué qu'il continuait de fonctionner « sur une base expérimentale », et les milieux officiels précisent qu'aucune décision définitive n'a encore été prise. Il est acquis cependant que le projet se concentrera sur la recherche de nouveaux types de surréacteurs, bref qu'il se maintiendra comme un organisme de recherche et de développement. Mais la décision de le transformer en prototype commercial — qui devait être prise en 1980 — est ajournée.

En ce qui concerne l'usine de retraitement de l'uranium de Barnwell (Caroline du Sud), M. Carter lui refuse le soutien fédéral demandé par le groupe des sociétés (Gulf Oil, Royal Dutch, Shell, Allied Chemicals) qui ont assuré le financement. Du côté officiel, on indique que le chef de l'exécutif n'a pas le droit d'interdire à une entreprise privée de s'engager dans le retraitement du plutonium, mais on ajoute qu'il est dou-

Un programme en sept points

La déclaration faite, le 7 avril, par M. Carter sur l'énergie nucléaire est ainsi résumée : « Il n'y a pas de problèmes plus difficiles à résoudre aujourd'hui que ceux qui sont liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire. De nombreux pays considèrent l'énergie nucléaire comme la seule chance réelle qu'ils aient, au moins dans ce siècle, de réduire leur dépendance économique à l'égard du pétrole importé, une source d'énergie dont l'approvisionnement est incertain, dont les prix augmentent, et qui finira par épuiser. Les États-Unis ont une importante source d'énergie domestique, le charbon, mais son utilisation présente des inconvénients et nous préconisons que l'énergie nucléaire restera une part intégrante de notre production d'énergie. »

« Les bénéfices à attendre de l'énergie nucléaire sont donc très réels et concrets, mais l'utilisation de celle-ci sur un plan mondial comporte le risque sérieux que les matériaux utilisés puissent être transformés pour fabriquer des armes atomiques. »

« Nous avons fait un pas important pour réduire le risque de dissémination des armes atomiques grâce au traité sur la non-prolifération, par lequel plus de cent nations se sont mises d'accord pour ne pas fabriquer de telles armes. Mais nous devons aller plus loin : les États-Unis sont préoccupés par les conséquences que pourrait avoir, pour tous les pays, un accroissement de la dissémination des armes nucléaires ou des explosifs. Nous croyons que ces risques seraient fortement réduits si nous étendions les technologies « sensibles » qui permettent un accès direct au plutonium, à l'uranium très enrichi ou à d'autres matériaux qui peuvent servir pour fabriquer des armes. La question que nous étudions est de savoir comment on peut faire cela sans compromettre les bénéfices tangibles de l'énergie nucléaire. »

« Nous étudions actuellement, de façon exhaustive, les questions portant sur l'utilisation de l'énergie nucléaire. Nous sommes arrivés à la conclusion que les graves conséquences de la prolifération, leurs implications directes pour la paix et la sécurité et de solides preuves scientifiques et économiques nous conduisent à prendre les mesures suivantes : »

« 1) Un changement considérable de la politique intérieure américaine sur l'énergie nucléaire. »

« 2) Un effort concerté de tous les pays pour trouver de meilleures solutions à ces problèmes et aux risques que comporte un emploi accru de l'énergie nucléaire. »

« 3) D'abord nous ajournons indéfiniment le retraitement et le recyclage à fins commerciales du plutonium produit aux États-Unis. Nous sommes parvenus à la conclusion, à partir de notre propre expérience, qu'un programme viable et économique en ce qui concerne l'énergie nucléaire peut être maintenu sans ce retraitement ni ce recyclage. L'usine de retraitement de Barnwell (Caroline du Sud) ne recevra ni soutien ni financement fédéral. »

« 4) Nous renforcerons le financement de la recherche nucléaire aux États-Unis et les programmes de développement pour accélérer nos recherches sur des cycles de combustibles nucléaires différents qui n'impliquent pas un accès direct à ces matériaux susceptibles d'être utilisés à la fabrication d'armes nucléaires. »

« 5) Nous continuerons à promouvoir la capacité américaine de production d'uranium enrichi de façon à permettre un approvisionnement adéquat et en temps utile en combustible à l'échelle des États-Unis et de l'étranger. »

« 6) Nous proposerons les étapes législatives nécessaires pour permettre aux États-Unis d'offrir des contrats d'approvisionnement de combustible nucléaire et de garantir la fourniture de ce combustible à d'autres pays. »

« 7) Nous continuerons à mettre l'accent sur l'exportation d'équipements et de technologies qui rendraient possible l'enrichissement de l'uranium et le retraitement chimique. »

Nous étudions une variété de mesures américaines à l'exportation destinées à garantir un approvisionnement en combustible nucléaire et un stockage du combustible usagé aux pays qui ont les normes appropriées. »

Nous continuerons à consulter de très près un grand nombre de gouvernements en ce qui concerne les arrangements multilatéraux et bilatéraux les plus désirables pour permettre que l'énergie nucléaire soit liée de façon créative à des projets économiques pacifiques. Notre intention est de développer une plus large coopération internationale sur ce sujet vital grâce à des consultations internationales systématiques et complètes. »

La France ne compte pas modifier son plan

(Suite de la première page.)

La est en effet le nom du problème. Renoncer au retraitement signifie renoncer à récupérer l'uranium qui reste intact, dans les charges de combustible usagé qui sort des réacteurs. Cela revient aussi à aggraver le problème du stockage de centaines de milliers de tonnes de combustible irradié, ce qui soulève de grandes difficultés techniques : ce stockage ne pourrait se faire qu'en piscine, et les éléments combustibles ne sont pas conçus pour séjourner plus de quelques années dans l'eau. Surtout, ne pas faire de surréacteurs, c'est s'interdire de tirer parti de l'énergie récupérable à partir du plutonium. Ces deux mesures, estiment certains experts — et c'est la thèse française — entraineraient, si elles étaient généralisées, la multiplication par cinquante des besoins en uranium : le recours au nucléaire comme solution de remplacement des combustibles fossiles perdrait alors tout intérêt.

La position américaine est celle d'un pays riche, tout à la fois en uranium et en combustibles fossiles — charbon notamment. Il semble que M. Carter ait surtout voulu se donner le temps de déterminer s'il n'est pas possible de découvrir une technologie moins dangereuse — ce qui est rien moins que prouvé — du point de vue de la non-prolifération. Au cas où cela ne serait pas possible, les États-Unis pourraient éventuellement revenir au retraitement d'ici quelques années.

A Paris, on estime que le programme français ne sera nullement affecté par la position des Américains, qui devraient eux-mêmes fournir des assurances à ce sujet. La France, on le sait, est en pointe dans les deux domaines visés par M. Carter, avec l'usine de retraitement de la Hague qu'on pense devoir agrandir dans quelques années, et le surréacteur Super-Phénix de 1 200 MW dont la commande a été récemment passée.

Dans le cas où l'administration américaine chercherait à faire adopter, par ses partenaires internationaux, les mesures — pour l'instant limitées au monde intérieur — qu'elle veut d'urgence s'appliquer, dans les milieux spécialisés, français à une levée de boucliers de la part de certains pays, comme le Japon et l'Allemagne, que leur faible potentiel énergétique condamne à miser largement sur le nucléaire.

Tokyo, par exemple, est toujours en négociation avec la France et la Grande-Bretagne pour faire retirer, dans les années qui viennent, quelque 3 700 tonnes de combustibles irradiés dans les usines de Windscale et de la Hague. Or ce contrat doit être soumis à l'approbation américaine car le combustible provient des États-Unis : on trouvera sans doute là une bonne indication quant à la volonté américaine d'exporter ou non sa décision, et d'imposer ses vues aux autres pays. Quand à la République fédérale, on sait à quelles difficultés elle se heurte, depuis plusieurs mois, de la part des États-Unis pour l'exécution de son contrat nucléaire avec le Brésil.

La prochaine réunion à Londres, de cinq exportateurs de technologie nucléaire et le « sommet » des pays industrialisés, qui se tiendra au début du mois prochain, également à Londres, permettront d'y voir plus clair.

XAVIER WEEGER.

A Bonn Le « bon élève » contre le « grand frère »

De notre correspondant

Le gouvernement de la R.F.A. est d'avis que le traité de non-prolifération nucléaire, qui a été signé par une centaine de pays, a créé les « conditions morales, politiques et juridiques » permettant de perfectionner la non-dissémination « de façon efficace et convaincante ». Cette position a été exprimée par M. Armin Gruenewald, porte-parole gouvernemental adjoint de la R.F.A., jeudi 7 avril, à Bonn, à l'occasion d'une conférence de presse. Le porte-parole a ajouté que, selon Bonn, les programmes nationaux de production d'énergie nucléaire devraient être en harmonie avec le traité de non-prolifération.

Bonn. — On remarque à Bonn que le nouvel avertissement de M. Carter sur quelques jours après que M. Helmut Schmidt ait clairement confirmé au gouvernement brésilien sa volonté de respecter le contrat nucléaire signé entre la République fédérale d'Allemagne et le Brésil. Aux termes de cet accord les Allemands s'engagent à construire, au côté de centrales nucléaires, une installation de retraitement de résidus nucléaires. Le gouvernement ouest-allemand, bien que surpris par ce nouvel accès de vertu de Jimmy Carter, s'efforce pourtant de trouver un compromis qui ne remettrait pas le marché en cause.

Un bialé pour être trouvé sous la forme d'un contrôle international renforcé des opérations de retraitement effectuées au Brésil. Pour l'instant cependant Washington fait la sourde oreille à ces offres. Dans cette affaire, M. Helmut Schmidt est devenu l'ally objectif des industriels allemands qui craignent, au cas où cet accord germano-brésilien serait violé, une perte de confiance catastrophique envers les capacités de l'industrie allemande à respecter ses engagements.

En tout cas, le « grand frère » américain pourrait bien avoir des difficultés à remettre dans le bon chemin un « bon élève » allemand, en train de découvrir les services et les grandeurs d'une sorte de « gaullisme germanique ». La semaine dernière encore, Theo Sommer, rédacteur en chef de Zeit et confident de M. Schmidt, réaffirmait, après Charles de

LES RÉACTIONS

A Bonn

A Tokyo

Le Japon pourrait proposer à Paris et à Bonn de former un « front commun » contre Washington

De notre correspondant

Tokyo. — L'un des principaux alliés des États-Unis, lié par le traité de non-prolifération nucléaire et dépendant des Américains pour son approvisionnement en uranium enrichi, le Japon est directement concerné par la décision de M. Carter. On fait certes sensibilité, à Tokyo, au fait que le nouveau président américain ait pris, apparemment, en considération la position nipponne en déclarant qu'il ne s'opposerait pas à ce que l'Allemagne de l'Ouest et le Japon poursuivent leur propre programme nucléaire. La politique américaine n'en risque pas moins de compromettre sérieusement ce programme.

Les Japonais disposent d'une puissance nucléaire installée deux fois supérieure à celle de la France, par exemple. Ils ont treize centrales, dont la capacité totale de production s'élève à 10 millions de kilowatts. Toutes, sauf une, sont équipées de réacteurs achetés aux États-Unis ou construits avec une technologie américaine.

Estimant « intolérable » leur dépendance actuelle à l'égard des producteurs de pétrole, les Japonais se sont lancés dans un programme nucléaire ambitieux, axé sur une utilisation maximum de l'énergie contenue dans l'uranium ; mais cela suppose le retraitement du combustible irradié.

Tout en soutenant la politique américaine de non-prolifération des armes nucléaires, le Japon

« Je ve... »

« Je ve... »

Argentine

Massacres, enlèvements et meurtres de journalistes se multiplient

« Je ve... »

New-Delhi accorde

au sein du mouvement

« Je ve... »

LE MONDE diplomatique

NUMERO D'AVRIL

LES PALESTINIENS DANS L'ÉTAU

(Reportage de T.D. ALLMANN)

Le président Carter et le Proche-Orient STRATÉGIE PÉTROLIÈRE OU POLITIQUE DE PAIX ?

(Nouveau CHOMSKY)

LA DIPLOMATIE SAOUDENNE À L'ÉPREUVE

(Marie-Christine AULAS)

Le numéro 5 F.

5, rue des Italiens, 75007 Paris

Code 08

Publication mensuelle de « Le Monde »

(En vente partout.)

Le Monde réalise, chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande

5, rue des Italiens, 75007 PARIS cedex 08

Philippe PONS.

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

« Je ve... »

AMÉRIQUES

DIPLOMATIE

ON DU PLUTONIUM

programme en sept points

Washington, 8 avril. — Le président Jimmy Carter a annoncé, jeudi 7 avril, sept nouveaux ambassadeurs. Ces nominations ont été faites en vertu d'un décret signé par le président. Les postes pourvus sont les suivants :

- Londres : M. Kingman Brewster, président de l'université Yale.
- Tel-Aviv : M. Samuel Lewis, diplomate de carrière, secrétaire d'Etat adjoint pour les relations internationales.
- Bruxelles : Mme Anne Cox Chambers, originaire d'Atlanta (Géorgie), présidente de la chaîne de journaux Atlanta Newspapers, et dont le nom avait été cité à propos du poste de Paris.
- Canbera : M. Philip H. Ashton, juge à Atlanta (Géorgie).
- Nairobi (et Seychelles) : M. Wilbert J. Lemelle, président adjoint du programme Afrique et Proche-Orient de la Fondation Ford.
- Téhéran : M. William H. Sullivan, ambassadeur à Manille.
- Mexico : M. Patrick J. Lucey, gouverneur (démocrate) du Wisconsin.

M. TOM BRADLEY, MAIRE DE LOS ANGELES, a été réélu mardi 5 avril, à l'occasion de la 30^e année de son mandat. M. Bradley est le premier maire noir d'une ville aussi importante (la troisième des États-Unis par la population).

(A.F.P.)

États-Unis

M. CARTER NOMME SEPT NOUVEAUX AMBASSEADEURS

Washington (A.F.P., A.P.J.). — Le président Jimmy Carter a nommé, jeudi 7 avril, sept nouveaux ambassadeurs. Ces nominations ont été faites en vertu d'un décret signé par le président. Les postes pourvus sont les suivants :

- Londres : M. Kingman Brewster, président de l'université Yale.
- Tel-Aviv : M. Samuel Lewis, diplomate de carrière, secrétaire d'Etat adjoint pour les relations internationales.
- Bruxelles : Mme Anne Cox Chambers, originaire d'Atlanta (Géorgie), présidente de la chaîne de journaux Atlanta Newspapers, et dont le nom avait été cité à propos du poste de Paris.
- Canbera : M. Philip H. Ashton, juge à Atlanta (Géorgie).
- Nairobi (et Seychelles) : M. Wilbert J. Lemelle, président adjoint du programme Afrique et Proche-Orient de la Fondation Ford.
- Téhéran : M. William H. Sullivan, ambassadeur à Manille.
- Mexico : M. Patrick J. Lucey, gouverneur (démocrate) du Wisconsin.

M. TOM BRADLEY, MAIRE DE LOS ANGELES, a été réélu mardi 5 avril, à l'occasion de la 30^e année de son mandat. M. Bradley est le premier maire noir d'une ville aussi importante (la troisième des États-Unis par la population).

(A.F.P.)

Uruguay

TÉMOIGNAGE

« Je vous tuerai de mes propres mains... »

Une soixantaine de réfugiés uruguayens ont été arrêtés au cours de l'année 1976 en Argentine. Certains, comme Zelmar Michelini et Hector Gutiérrez, deux anciens parlementaires, ont été assassinés. D'autres ont disparu sans laisser de traces. La plupart semblent avoir été refoulés en Uruguay.

A la fin du mois de novembre 1976, les minutes plus tard, ils se retrouvent dans une grande pièce, avec une vingtaine de personnes. M. Rodríguez Larreta reconnaît la voix de son fils, de Margarita, la fille du sénateur Michelini, assassiné au mois de mai, de Gerardo Gatti et Leon Duarte, deux anciens syndicalistes. Tous les Uruguayens dispersés au cours des jours écoulés sont là, rassemblés.

« Avec saint Pierre »

Des cris parvenaient de l'étage supérieur. Les gendarmes — policiers argentins et militaires uruguayens — vont et viennent, ramenant des corps meurtris. Le tour de Rodríguez Larreta arrive : on le pend par les poignets, les bras tendus, à quelques centimètres du sol. Entre deux décharges électriques, les questions fusent : sur ses liens avec le Parti de la victoire du peuple, sur ceux de son fils, de sa belle-fille. « Nous allons vous laver la tête à tous. » Les gendarmes lancent des menaces à la cantonade en installant au milieu de la pièce une grande cuve qu'ils remplissent d'eau. Mario Roberto Santucho, le chef de la guérilla, vient d'être tué au cours d'un affrontement. Ils font lire le communiqué officiel à Manuela, sa sœur, qui se trouve parmi les détenus et se salissent de Carlos, le frère du guérillero. Ils le pendent par les pieds au-dessus de la cuve et le plongent dedans. Une fois, deux fois, dix fois. Il meurt asphyxié.

Un « mouvement subversif »

A partir du 28 octobre, les forces de sécurité commencent à diffuser une série de communiqués annonçant la découverte d'un « mouvement subversif », et la détection de soixante-deux personnes. On leur prête les pires intentions et on prépare l'assassinat de plusieurs chefs militaires et dirigeants politiques. Sans pour autant — erreur des rédacteurs du communiqué ? — les accuser de possession d'armes à feu.

L'instruction du procès débute en décembre comme il était prévu. Tandis que ses compagnons d'infortune sont condamnés à des peines de prison, les uns pour « association subversive », les autres pour « participation à l'association subversive ». M. Rodríguez Larreta est remis en liberté.

« J'accuse », dit-il, les gouvernements argentins et uruguayens de violation de domicile, séquestre, retournement, rapines, contrefaçon, falsification de pièces d'identité et d'actes officiels... Il s'arrête. Car malgré l'enquête qu'il a menée de part et d'autre du rio de la Plata, après avoir été libéré, de nombreuses questions restent sans réponses. Où sont Gerardo Gatti et Leon Duarte, torturés à Buenos-Aires et qui ne semblent pas avoir été transférés à Montevideo ? Où sont les quelques vingt Uruguayens dont trois enfants disparus en septembre et octobre à Buenos-Aires et dont on ne sait rien ? En train de « jouer de la harpe avec saint Pierre » ?

Propos recueillis par PHILIPPE LABREVEUX.

Argentine

Assassinats, enlèvements et arrestations de journalistes se multiplient

Buenos-Aires (A.F.P.). — L'incertitude règne dans la presse argentine après l'assassinat du journaliste Hector Peralta et la disparition de son confrère Edgardo Sajon.

Depuis quatre mois, les disparitions ou arrestations de journalistes se sont multipliées. En décembre dernier, tour à tour, Alfredo Ferra, du quotidien allemand la *Plata Real*, Roberto Gallo, correspondant du *Journal de Minas* du Belo-Horizonte, et Ricardo Esch Cano, directeur d'un quotidien d'opposition de droite, ont été arrêtés, puis remis en liberté.

Auteur d'un magazine d'actualité télévisé, Roberto Vaca a été enlevé et détenu seize jours par des civils armés. Peu après sa libération, il a quitté l'Argentine. Luis Fossati, de la revue indépendante *Panorama*, disparu fin novembre, a été retrouvé criblé de balles.

Le 9 janvier, un collaborateur de l'agence d'information Noticias Argentinas, Ricardo Gelbert, a été enlevé par des inconnus. Il a retrouvé la liberté six jours plus tard. Le 14 du même mois, le journaliste Horacio Novillo a été retrouvé assassiné à son domicile.

Au début du mois de mars, les directeurs des revues *El Raton de Occidente* et de *Emmanuelle* étaient enlevés dans les locaux mêmes de leur entreprise, en plein centre de Buenos-Aires, par un groupe de civils armés. Ils ont été relâchés après avoir été menacés de mort s'ils ne quittaient pas rapidement le pays.

Peu après, c'était au tour de M. Michelini, responsable de la revue *Padres*, d'être séquestré. Des inconnus l'ont sommé de cesser d'« empoisonner » par ses prédictions, les familles argentines. Il avait, dans sa revue, publié plusieurs articles sur l'éducation sexuelle. *Padres* a cessé de paraître depuis.

Le jeudi 7 avril, enfin, alors que l'on attendait Hector Peralta sur le sort d'Edgardo Sajon, encouragés les hypothèses les plus pessimistes, on apprenait l'assassinat de Peralta, pour un quotidien de l'intérieur, la *Provincia de Mendoza*.

Face à cette situation, l'Association des entreprises de presse argentine (ADEPA), pour l'instant présente dans ses rapports avec le gouvernement, a exigé « des garanties pour un libre exercice de la profession ».

La presse argentine, chez beaucoup de journalistes argentins. Certains, plutôt que de prendre des risques, ont préféré abandonner les correspondances qu'ils entretenaient pour des quotidiens ou des revues étrangères ayant publié des jugements sévères sur l'Argentine. D'autres préfèrent s'abstenir d'écrire sur les thèmes qui leur semblent trop brûlants.

« La liberté de la presse existe, déclare l'un d'eux, mais je ne me risquerais pas à en faire usage. »

ASIE

Inde

New-Delhi accentue son rôle de conciliateur au sein du mouvement des non-alignés

New-Delhi. — La première réunion du bureau de coordination des pays non alignés depuis la conférence « au sommet » de Colombo, août 1976, a été ouverte, jeudi 7 avril, par le premier ministre, M. Desai. Quinze jours après son entrée en fonctions, le nouveau gouvernement a tenu ainsi à assurer les membres de ce mouvement de la fidélité de l'Inde à son égard.

Les nouveaux dirigeants indiens ne se font cependant guère d'illusions, au-delà des déclarations de principe, sur la capacité des nations non alignées de résoudre leurs « contradictions », et de peser sur les affaires mondiales.

Ce réalisme conduit l'Inde à jouer, plus encore que lors de la réunion de Colombo, un rôle de conciliateur entre les diverses tendances du mouvement. Dans cet esprit, les Indiens auraient souhaité que les problèmes politiques — Afrique du Sud, Chypre, Proche-Orient, océan Indien, Sahara occidental, et maintenant Zaïre, — qui divisent les pays membres, ne l'emportent pas sur les préoccupations économiques communes, telles que la création d'un nouvel ordre économique international.

Les Indiens devaient présenter un « programme d'action » visant à faire appliquer avec plus de vigueur les résolutions politiques prises à Colombo, et identifiant le sionisme aux régimes racistes d'Afrique. De telles initiatives suscitent la réserve des nouveaux responsables indiens, plus mesurés dans leur soutien à la cause arabe que ne l'était le précédent régime. A propos des ventes d'armes et de l'océan Indien, la France va se trouver à nouveau sur la sellette à New-Delhi, où l'on évoquera sans doute aussi l'idée d'une démission de l'Inde indien avancée par le président Carter. Celle-ci, se demande-t-on ici, peut-elle être rapprochée du concept de « zone de paix » auquel ont souscrit les non-alignés ?

De notre envoyé spécial

Le bureau examinera aussi l'état du projet de pool des agences de presse des nations non alignées. Le principal promoteur de ce pool, M. Yonus, a disparu de la scène publique après la chute du régime de Mme Gandhi, et le nouveau gouvernement de New-Delhi est réservé à l'égard de ce projet.

En revanche, il plaide pour une coopération économique « horizontale » entre pays en voie de développement (ce qui implique une plus équitable distribution de la manne des pétrodollars entre eux). Enfin, s'il juge souhaitable un resserrement des liens économiques entre États non alignés, il est hostile à la tenue d'un « sommet » des pays du tiers-monde, non seulement parce qu'il s'agit d'une proposition du Pakistan, pays rival, mais aussi parce que, à ses yeux, il est vain de vouloir réunir un nouveau forum lorsqu'il en existe déjà plusieurs pouvant remplir la même fonction.

GÉRARD VIRATTE.

Après la mise en garde de Washington sur la participation des Européens au gouvernement

M. Kanapa : un bon principe

M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du P.C.F., a commenté, jeudi 7 avril, la déclaration du gouvernement américain sur l'entrée éventuelle du P.C. au sein du gouvernement d'Europe occidentale. Il note :

« D'après sa déclaration, le gouvernement américain reconnaît que l'avènement d'un gouvernement de gauche avec des communistes est — je le cite — « un problème qui doit être résolu par le peuple et le pays concernés ». C'est bien, c'est très bien, et il faut souhaiter que les U.S.A. s'en tiennent à ce bon principe. »

« Le gouvernement américain considère, par ailleurs, que les relations des États-Unis avec un gouvernement où s'exercerait une « domination communiste » seraient sérieusement affectées. Cela ne concerne évidemment pas la France démocratique pour laquelle nous agissons puisque, comme on sait, elle sera dirigée par un gouvernement de la gauche unie, les communistes y ayant leurs responsabilités à égalité de droits et de devoirs avec les autres formations démocratiques (...). »

« Quant à l'invocation de la tradition démocratique par la déclaration américaine, disons qu'elle est pour le moins déplacée. En matière de tradition, celle de l'impérialisme américain est longue et terrible. »

Dans l'*Humanité* du 8 avril, M. Serge Souchevsky, sénateur communiste de Paris, qui vient de participer à un voyage aux États-Unis avec une délégation de la commission de défense et des armements de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale, souligne que c'était la première fois que des parlementaires communistes (il était accompagné, notamment, par deux membres du P.C.I.) participaient à un gouvernement. (Le Monde du 8 avril.) — (A.F.P.)

M. CHIRAC : l'évidence.

M. Jacques Chirac, qui était l'invité, jeudi 7 avril, de la presse anglo-américaine, a commenté la prise de position américaine sur l'éventuelle participation des communistes à certains gouvernements, en Europe occidentale. Il a déclaré : « La déclaration du président américain n'est guère que la constatation d'une évidence, à savoir que s'il y avait en Europe occidentale des gouvernements à participation communiste, cela poserait des problèmes. »

LES LIENS SONT RÉTABLIS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET CUBA

Pour la première fois depuis dix-sept ans, une équipe américaine a été reçue à Cuba. Le rétablissement de relations sportives entre les deux pays rappelle celles qu'avaient renouées, en 1971, une équipe de ping-pong des États-Unis avec la Chine (1). A Cuba, c'est par l'intermédiaire d'un match de basket-ball, sur une initiative de deux sénateurs américains et de l'université du Dakota du Sud, que l'événement s'est produit.

C'est avec beaucoup d'intérêt qu'a été suivie aux États-Unis, la tournée universitaire. On y a noté la qualité de l'accueil des Cubains, l'ovation qui a accompagné les basketballeurs américains (battus pour le premier match par 91 à 72) et le fait que Cuba a voulu donner un caractère officiel à la venue des Américains.

M. Belisario Castillo, vice-premier ministre chargé des sports, et M. Ramon Valdes, membre du bureau politique du parti communiste cubain, ont assésé à la rencontre.

La même volonté d'aller au-delà d'une simple rencontre sportive a été remarquée du côté américain. L'équipe de l'université du Dakota du Sud était accompagnée par deux sénateurs de l'Etat, MM. George Mac Govern et James Abourezk, qui ont précisément contribué à concrétiser le rétablissement de liens sportifs entre les deux pays. Toujours aux États-Unis, on remarque que les signes de normalisation des rapports avec Cuba se multiplient. L'interdiction faite aux touristes américains de se rendre à Cuba a été levée il y a un peu plus d'un mois et des négociations sont engagées pour traiter des problèmes de pêche.

Tout semble indiquer, du point de vue américain, que la tournée de l'université du Dakota du Sud pourrait avoir le même porteur que celles des ping-pongistes de Chine il y a six ans. La « diplomatie du basket-ball », au demeurant, est comparée à la « diplomatie du ping-pong » par le sénateur Abourezk, pour le normalisation des rapports entre les deux pays. « Quand on joue ensemble, on peut parler », a-t-il dit.

FRANÇOIS JANIN.

PRIX « DÉCOUVERTE DU JAPON »

Fondée par Robert Guillain, l'Association de presse France-Japon, qui groupe des journalistes japonais en poste à Paris et des journalistes français, vient de créer un prix annuel, destiné à encourager les études sur le Japon dans tous les domaines : journalistique, politique, économique, culturelle, scientifique, technique, sociologique, artistique, etc.

Le lauréat du prix « Découverte du Japon » recevra un billet d'avion Paris-Tokyo aller et retour. Il pourra être hébergé pendant le mois de juillet par la maison franco-japonaise de Tokyo et des facilités lui seront offertes pendant son séjour.

Les candidats, de nationalité française, âgés de moins de trente ans, devront remettre au jury, au plus tard avant le 30 avril, un mémoire d'une centaine de lignes dactylographiées au maximum sur le sujet de l'étude ou de l'enquête qu'ils souhaitent mener ou poursuivre au Japon.

Le lauréat sera désigné avant le 1^{er} juin.

* Bénéficiaires : Association de presse France-Japon, 116, quai Louis-Breton, 19781 Paris Cedex 13.

DU CHOIX

CORSE SARDAGNE
TUNISIE ALGERIE
MAROC CROISIÈRES
DE LA QUALITÉ

Service de car-terres confortables
Sélection d'hôtels en toutes catégories
Choix par FERRYTOUR

DES PRIX

A titre d'exemple :
« circuit toutes en Tunisie »
avec votre voiture automobile
10 jours dont 8 jours en voiture
en hôtel 1/2 pension
passage et retour compris
aller et retour compris
par personne à partir de 1 450 F.
« 9 jours en Tunisie »
non compris avec passage et
transport voiture aller et retour compris
au départ de MARSEILLE
par personne à partir de 515 F.

PLUS DE 500 PROPOSITIONS
Réservez votre voyage en Tunisie
SOCIÉTÉ NATIONALE MARITIME
CORSE-MÉDITERRANÉE
61, Bd des Dames 13002 MARSEILLE
Lignes régulières de car-terres toutes l'année
sur la CORSE la TUNISIE l'ALGERIE
et en saison la SARDAGNE

NOM : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Ville : _____

à PARIS 9ème
12, Rue Godot de Mauroy
tel. (1) 266 60 19

nouveau
Pour vos loisirs et vos vacances. Collection "Prêt à partir" par voie maritime
ferrytour
DANS TOUTES LES AGENCES DE VOYAGES
Voyages circuits et séjours au départ de MARSEILLE
NICE et TOULON
avec votre voiture
en hôtels pension ou 1/2 pension.
Villes, hôtels, bungalows.

EUROPE

Allemagne fédérale

L'assassinat du procureur général Buback est revendiqué par un « groupe d'action Ulrike Meinhof »

Un suspect a été arrêté

L'attentat de Karlsruhe, qui, jeudi matin 7 avril, a coûté la vie au procureur général Siegfried Buback et à son chauffeur, a été revendiqué par un « groupe d'action Ulrike Meinhof ». Un inconnu se réclamant de ce groupe a téléphoné à plusieurs reprises au bureau de l'agence de presse ouest-allemande D.P.A. à Bonn.

Le gouvernement fédéral, après une réunion extraordinaire convoquée dès jeudi après-midi par M. Genscher, vice-chancelier, a offert une prime de 200 000 marks (400 000 F) pour l'arrestation des auteurs de l'attentat. Un appel télévisé a été lancé à la population, l'invitant à aider la police, qui a lancé une gigantesque chasse à l'homme à travers le pays. Toutes les routes autour de Karlsruhe sont surveillées ainsi que les frontières avec la France. La police allemande a d'autre part sollicité le concours d'Interpol.

Bonn. — Jusqu'à présent, les résultats de l'enquête pour retrouver les auteurs de l'attentat contre le procureur général Siegfried Buback

Un suspect dont l'identité n'a pas été révélée a été arrêté. D'autre part, la moto-cyclette ayant servi à l'attentat — une Suzuki 750 cm³ munie de fausses plaques — a été retrouvée abandonnée à proximité de l'autoroute Karlsruhe-Frankfurt. Les enquêteurs, qui ont retrouvé treize douilles sur les lieux de l'attentat, estiment que quatre personnes pourraient y avoir participé. Selon un témoin, l'auteur direct du crime serait une femme. Les mesures de surveillance ont été renforcées à la prison de Stammheim, où les trois accusés de la bande Baader-Meinhof (Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Carl Raspe) attendent la fin de leur procès.

L'ensemble des partis politiques ont condamné ce nouvel attentat. M. Willy Brandt, président du parti social-démocrate (S.P.D.), a estimé que « la brusque transformation de la violence en terreur pure concernait désormais chaque citoyen de la R.F.A. ».

De notre correspondant

n'ont guère donné de résultats. Il semble pourtant que la police ait déjà une idée assez précise de l'identité des terroristes. Le nom d'une jeune femme, militante d'extrême gauche, est fréquemment cité par des enquêteurs, qui paraissent certains d'aboutir tôt ou tard.

Cet assassinat eut lieu dans toute l'Allemagne une vague d'horreur et de consternation pour reprendre l'expression utilisée par M. Helmut Schmidt. M. Willy Brandt parla, quant à lui, d'« attentat contre l'Etat démocratique » et de « passage brutal de la violence à la terreur pure et simple ».

Pour l'ancien chancelier, « il importe de mettre fin aux agissements de ceux qui se sentent le droit de pouvoir révoquer le temps ». Ce sont là des propos d'une fermeté inhabituelle dans la bouche d'un homme plutôt porté à la modération. Après ce nouvel attentat, le climat général rappelle celui qui existait en Allemagne au plus fort des activités terroristes au début du procès de Baader et de ses co-accusés de la prison de Stuttgart. La condamnation des idées et « l'horreur » des méthodes du groupe Baader-Meinhof est totale.

Les appels à la riposte de l'Etat et à la répression se multiplient à nouveau dans le pays. Sur ce terrain, l'opinion rejoint celle du procureur fédéral assassiné, qui réclamait plus de rigueur dans le jugement des terroristes et se plaignait d'un manque de collaboration de la population face aux activités de l'extrême gauche.

Des soulèvements récents de Siegfried Buback ont repris aujourd'hui par l'opposition chrétienne démocrate, qui demande de nouvelles lois et de nouvelles mesures plus sévères contre les extrémistes. Les plus conservateurs protestent contre la « laxisme » de la coalition social-libérale dans la lutte contre le terrorisme. Seules quelques voix, parmi les jeunes socialistes et les jeunes libéraux, invitent au sang-froid et rappellent qu'un Etat démocratique n'a pas à « répondre aux provocations en perdant sa contenance et sa dignité ».

C'est dire, en tout cas, que les avocats des terroristes présumés, actuellement emprisonnés en Allemagne, prêchent dans le désert lorsqu'ils demandent pour leurs clients de meilleures conditions de détention et de détention « à l'essai ».

Siegfried Buback a, pour l'instant du moins, balayé tous les scrupules que

pouvaient avoir les Allemands après le récent scandale des écoutes de la prison de Stammheim. Les dialogues entre prévenus du groupe Baader-Meinhof et leurs avocats avaient été, en effet, écoulés en toute violation de la loi allemande, et les détenus avaient commencé une grève de la faim pour protester contre ces agissements.

Trois jours avant sa mort, le procureur Buback avait lui-même fait le point sur la situation et l'importance de l'activisme politique en Allemagne fédérale. Pour lui, les disciples de Baader et de Meinhof se limitaient désormais à quelques deux cents personnes, mais prêtes à tout, et notamment au crime. Les événements ont donné raison au procureur fédéral, dont l'assassinat illustre un quelque sorte une nouvelle escalade dans le comportement des terroristes allemands. Aux prises d'otages, destinées à faire pression sur le gouvernement de Bonn et à contraindre à libérer Baader et ses co-détenus, on semble prêter maintenant des crimes froidement décalés et anodins.

Ces pratiques de plus en plus radicales révèlent à contrario la faiblesse des groupes extrémistes allemands qui s'abandonnent à des actions désespérées contre tout ce qui incarne la société et l'Etat bourgeois. Les Allemands, quant à eux, redécouvrent le danger d'un an de relative quiétude, où il n'était pas rare d'entendre dire que « la terreur et Baader, c'est bien fini ».

(Initié.)

A VIENNE

Les conversations intercommunautaires sur Chypre se sont terminées sans résultat

De notre correspondant

Les conversations intercommunautaires sur l'avenir politique de Chypre ont pris fin, jeudi 7 avril, à Vienne. Un communiqué commun constate l'absence totale de progrès.

M. Tassos Papadopoulos et M. Süleyman Onan n'ont pas réussi, affirme ce texte, à « surmonter le fossé considérable » qui existe entre leurs positions respectives, tant sur l'aspect territorial du problème qu'en ce qui concerne la question constitutionnelle. Des entretiens exploratoires doivent reprendre à Nicosie « vers la mi-mai », afin de préparer une nouvelle réunion des négociateurs dans la capitale autrichienne.

Ankara. — La sixième phase des conversations intercommunautaires chypriotes, qui s'est achevée mercredi 7 avril à Vienne, sans aucun progrès sensible, a été suivie dans la capitale turque avec un certain détachement.

Certes, on tient à préciser que la nouvelle rencontre entre les représentants turcs et grecs chypriotes a été « utile » et que même de « légers progrès » ont été enregistrés, comme le note, par exemple, le quotidien *Tercuman*, proche du pouvoir. Selon ce journal, le principe de la liberté de circulation aurait été adopté, mais il ne peut préciser à partir de quel moment il serait appliqué.

Personne ici n'attendait un résultat spectaculaire de ce

qu'on appelle un « exercice diplomatique », comme on se plaît à le noter du côté turc. Tout au plus, se félicite-t-on que le dialogue ait été maintenu et que les thèses respectives des deux parties aient été exposées avec plus de clarté qu'autrefois.

Les pourparlers intercommunautaires reprendront vers la mi-mai à Nicosie, sous l'égide du représentant spécial du secrétaire général de l'O.N.U. à Chypre. Mais pour espérer quelques résultats il faut sans doute attendre les élections de juin en Turquie. Un gouvernement fort et homogène aurait les conditions plus franches que le cabinet actuel, dont le vice-président, le professeur Erbakan, du parti du salut national, rappelle mercredi encore qu'il était hostile à toute concession dans l'île. Le chef du parti républicain, M. Ecevit, pour sa part, a déclaré qu'il lui faudrait étudier rapidement et sérieusement la possibilité d'une solution du problème chypriote s'il revenait au pouvoir.

ARTUN UNSAL.

L'IFOP SONDE L'ESTOMAC DES FRANÇAIS

Quel est le cuisinier que les Français considèrent comme le meilleur ? Les restaurateurs qu'ils estiment les meilleurs ? Pensent-ils que les produits sont moins sains, moins « naturels » ? L'Ifop, et Gault-Millau, ont sondé l'estomac des Français. Tous les résultats dans *Le Nouveau Guide Gault-Millau* d'avril.



134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
78/78 ch.-des-Écoles (Paris) - 022.38.33
5 rue du Châteaudeux - 048.75.47

POLITIQUE

LA QUERELLE SUR L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

M. Chirac : je veux bien qu'on élise le Parlement européen au suffrage universel mais à condition qu'il n'ait aucun pouvoir

Le maire de Paris n'est pas investi d'une mission politique de nature différente de celle des autres maires des grandes villes. L'Hôtel de Ville de la capitale n'est pas une place forte en vue de la conquête de l'Elysée. Ces idées au point, M. Jacques Chirac les a faites jeudi 7 avril, à l'intention des membres de la presse anglo-américaine à Paris, dont il était l'invité.

Le maire de Paris, qui a bien l'intention d'accomplir son mandat de six ans jusqu'à son terme, a saisi l'occasion qui lui était offerte pour faire d'autres mises au point sur la gestion de la capitale dans les années passées. « Il faut savoir, dit-il, qu'en 1953 Paris se trouvait dans une situation désastreuse. M. Michel Debré fut le premier à créer un budget d'équipement pour la Ville de Paris, afin de moderniser la capitale. Depuis 1960, les efforts indispensables ont été faits, avec un coefficient normal d'erreur qui existe dans toute action humaine, et qui a conduit à la construction des halles de La Villette ou de la tour Maine-Montparnasse. En 1973, Georges Pompidou a considéré que cette politique avait atteint ses objectifs, en matière d'infrastructures et de logements notamment. C'est lui qui, au cours d'un conseil interministériel et contre l'avis du ministre des finances de l'époque (M. Valéry Giscard d'Estaing), a pris la décision d'interrompre la politique du béton à Paris.

C'est lui, et lui seul, qui a donné les instructions nécessaires dans ce sens, interdisant la construction des tours. De plus, Georges Pompidou fut le premier homme d'Etat à aborder, au cours de son voyage aux Etats-Unis, les problèmes de l'environnement.

Dès lors, l'ancien premier ministre s'étonne que ces problèmes aient été « découverts » pendant la campagne électorale, et il note que « ceux qui se disent au sein de la majorité, avaient approuvé toute la politique suivie à Paris manquant aujourd'hui de sérieux en la contestant soudain ».

« La médiocrité générale »

Le maire de Paris a été longuement interrogé sur la situation politique française en général. Selon lui, la victoire de la gauche « nous a permis de nous libérer de la majorité, mais elle ne peut empêcher et récupérer ces « voix qui lui ont fait défaut, non par conviction à l'égard du programme commun, mais par déception à l'égard de l'action gouvernementale ». Encore faut-il que la majorité soit unie et se donne des objectifs communs. M. Chirac déclare :

« Une des grandes erreurs de la stratégie politique suivie depuis trois ans, et à laquelle je m'oppose, était de vouloir ramener tout le monde dans le même moule. Une telle attitude conduit à s'effondrer des personnalités qui sont heureuses d'exercer des responsabilités ; mais elle

a surtout conduit la majorité à perdre des électeurs.

Cette idée fixe de certains pseudo-stratèges selon laquelle les centristes et les radicaux devraient être satellisés par les républicains indépendants doit être abandonnée. Il y a en France des courants politiques de nature différente : chacun doit pouvoir s'exprimer, certes, dans le cadre d'une certaine loyauté, mais sans être muselé par des éléments extérieurs à lui ».

Ainsi, pour M. Chirac, il existe un courant radical important qui doit pouvoir s'exprimer en tant que tel, bien que « la médiocrité générale de ceux qui incarnent le radicalisme fait que le mouvement n'est morcelé et qu'il n'en reste plus rien ».

M. Chirac estime qu'il faut donner à chaque courant les moyens de s'exprimer : « Alors, les différentes composantes retrouveront leurs électeurs et l'on pourra reconstituer un pluralisme organisé ». Quant à la date des élections législatives, le président du R.P.R. rappelle qu'il était partisan de provoquer des élections anticipées en juin ou en septembre 1976, pour trois raisons : « d'une part, parce que lorsque l'on est content dans le pays, il faut rassembler les électeurs pour s'assurer que l'on est bien légitime, d'autre part, parce que nous sommes dans une situation d'hyperinflation politique qui bloque les investisseurs et l'économie ; enfin, parce que la France ayant besoin d'un redressement économique, il faut d'abord faire les élections, puis la loi de finances nationale réaffirmée, entreprendre le redressement, et non l'inverse. Mais seul le président de la République peut décider de la dissolution de l'Assemblée nationale, et, comme vous le savez, je n'ai pas été élu ».

« Des bavards irresponsables »

Le président du R.P.R. a été interrogé aussi sur le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel. « Dans l'état actuel des choses, affirme-t-il, la R.P.R. qui ne se dit pas au sein de cette affaire, n'est pas disposée à approuver ce texte. Le maire de Paris poursuit : « Il nous faudrait des garanties réelles pour nous associer à une réforme qui ne servirait à rien, nous ne pourrions que nous en faire une occasion pour nous en faire une occasion pour nous en faire une occasion ».

Il souligne : « Devant cette incapacité à résoudre les problèmes concrets de l'Europe, qui n'a de chance de préserver sa civilisation face aux totalitarismes de droite et de gauche que si elle est unie, on voudrait nous faire de la poudre aux yeux. Je ne suis pas sûr qu'on élise le Parlement européen au suffrage universel, mais à condition que cette assemblée n'ait aucun pouvoir. Car la réunion de bavards irresponsables ne fera pas progresser les choses. Il faut aussi que tout le monde vote ensemble et que le mode de scrutin retenu écarte une représentation régionale, qui, pour nous, serait dangereuse. Enfin, il faut savoir dans quelles conditions cette assemblée serait appelée à se réunir ».

Les hommes politiques allemands espèrent réduire l'influence des partis communistes

Dans un communiqué publié mercredi 6 avril, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, demande au président de la République, qui doit tenir le 12 avril prochain une réunion de presse sur les problèmes de politique étrangère, ce qu'il pense d'une déclaration de M. Willy Brandt, selon laquelle « le futur Parlement européen doit devenir une constituante ». Il ajoute : « La gravité de ces propos ne peut échapper à personne. Ils explicitent clairement les objectifs profonds des promoteurs de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Notre correspondant à Bonn analyse ci-dessous l'attitude actuelle des hommes politiques allemands au sujet de l'Europe.

De notre correspondant

Bonn. — Les Allemands n'abordent pas avec une attitude défensive la question de l'élection du Parlement européen au suffrage universel et la mise en place d'une « assemblée constituante », comme l'a dit M. Willy Brandt. En raison de son poids démographique et économique, l'Allemagne de l'Ouest ne risque pas en effet d'être étouffée ou stérilisée dans une telle assemblée. C'est là une analyse qui encourage Bonn à militer sans réserve pour une Europe politique. En outre, tous les partis allemands insistent sur la nécessité de l'engagement européen de la République fédérale allemande.

La démocratie chrétienne de M. Helmut Kohl et de Joseph Strauss espère que la future assemblée permettra de combattre le socialisme et le communisme sur un terrain plus vaste. Les sociaux-démocrates et M. Willy Brandt espèrent aussi constituer avec le parti de M. François Mitterrand, notamment une force qui, par le biais européen, diminuera l'influence

des partis communistes en Europe.

Les milieux sociaux-démocrates de Bonn évoquent déjà avec insistance un « programme commun » des gauches européennes qui, pour le moment, exclut les communistes.

Bonn a intérêt à s'arrimer solidement à une Europe des Neuf sans laquelle la prospérité économique du pays serait compromise. La R.F.A. commerce pour l'essentiel avec les pays d'Europe occidentale. C'est vital pour un Etat dont le quart des activités dépend des exportations. Tout récemment, devant un groupe de journalistes étrangers, le chancelier Schmidt définissait l'Europe comme un choix prioritaire de son pays, qui n'avait pas seulement des motifs économiques. Les conflits récents de Bonn avec l'administration Carter, à propos notamment de la vente d'équipement nucléaire au Brésil, incitent M. Schmidt, réputé atlantiste, à devenir plus européen. D'où l'expression nouvelle d'une sorte de fuite en avant européenne de la République fédérale d'Allemagne (Initié.)

UNE LONGUE SÉRIE D'ATTENTATS

Souvent attribués à la « bande » Baader-Meinhof, de nombreux attentats terroristes ont été commis en Allemagne fédérale au cours des cinq dernières années.

Début MAI 1972 : une série d'attentats contre les quartiers généraux des forces armées de Francfort et de Heidelberg, dont quatre morts et plusieurs blessés.

15 MAI 1972 : une bombe est lancée à Karlsruhe contre la voiture du juge fédéral Wolfgang Buddenberg, qui dirige l'enquête sur les membres du groupe Baader-Meinhof.

20 MAI 1972 : plusieurs bombes endommagent, à Hambourg, l'immeuble du groupe de presse Axel Springer, faisant dix-sept blessés.

10 NOVEMBRE 1974 : M. Günter von Drenkmann, président du tribunal de grande instance de Berlin-Ouest, est assassiné devant son appartement.

21 NOVEMBRE 1974 : une bombe explose devant la demeure d'un juge du tribunal de Hambourg, M. Gerd Ziegler.

30 NOVEMBRE 1974 : M. Walter Leisler Kiep, trésorier de la C.D.U. (démocratie chrétienne) échappe de justesse à une tentative d'assassinat.

7 DÉCEMBRE 1974 : une bombe explose dans la gare de Brême ; cinq blessés.

7 FÉVRIER 1975 : M. Edwin Zeders, vice-consul yougoslave à Francfort, est assassiné dans son garage.

25 FÉVRIER 1975 : enlèvement à Berlin-Ouest du député de la C.D.U. Peter Lorenz.

4/5/75.

15 JUIN 1976 : nouvel attentat contre le quartier général des forces américaines à Francfort ; seize blessés.

15 JUIN 1976 : attentat visant l'avocat Klaus Jürgen Langner, défenseur de l'extrémiste Margrit Schiller ; un mort et cinq blessés.

26 FÉVRIER 1977 : une bombe explose au siège de l'hebdomadaire d'extrême droite « National Zeitung » à Munich.

La « bande à Baader »

Groupant des extrémistes de gauche, la bande Baader-Meinhof inquiète — panique même — l'opinion en République fédérale depuis 1968.

Arrêtés entre 1972 et 1974, plusieurs membres de cette « fraction de l'armée rouge », dont le procès s'est ouvert à Stuttgart le 21 mai 1975, ont à répondre d'un nombre de chefs d'accusation impressionnant : six attentats à la bombe ayant coûté la vie à quatre personnes ; cinquante-quatre tentatives de meurtre, des attaques de banques et des cambriolages de maisons.

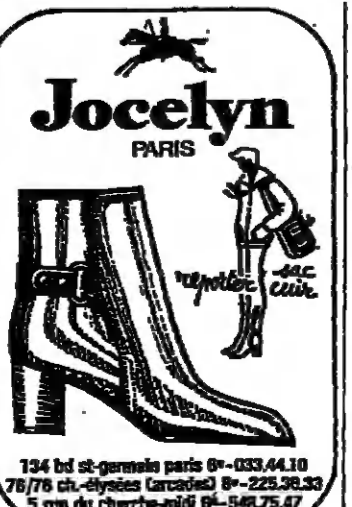
La bande avait, en particulier, revendiqué l'assassinat à Berlin-Ouest, le 10 novembre 1973, du juge Günter von Drenkmann et l'enlèvement, le 27 février 1975, du député de Berlin-Ouest Peter Lorenz.

Un détenu du groupe anarchiste, Holger Meins, devait mourir en prison le 9 novembre 1974, à la suite d'une grève de la faim.

Ulrike Meinhof, condamnée à huit ans de prison, s'est suicidée, quant à elle, dans sa cellule le 9 mai 1976, mais la version de ce suicide donnée par la police a été contestée par l'extrême gauche. Suspendu depuis octobre 1975, le procès de Stuttgart avait donné l'occasion aux avocats des inculpés de dénoncer à plusieurs reprises les conditions d'incarcération particulièrement dures imposées à leurs clients (Jean-Paul Sartre et Heinrich Böll ont protesté à ce sujet). Ces mesures avaient précédemment été décidées par le procureur général Buback, assassiné, jeudi, à Karlsruhe.

LE MONDE INFORMATION-PROFESSIONS

chaque semaine
dresse la synthèse hebdomadaire
des offres d'emploi parues dans LE MONDE
Renseignements : 874.72.05



134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
78/78 ch.-des-Écoles (Paris) - 022.38.33
5 rue du Châteaudeux - 048.75.47

MYOPES, LISEZ CHARLIE



مكتبة من الأصل

« Je veux bien qu'on élise
un européen au suffrage universel
condition qu'il n'ait aucun pouvoir »

Il est sûr que la proposition de M. Giscard d'Estaing, si elle est adoptée, aura pour effet de rendre impossible la mise en œuvre d'un système de représentation proportionnelle. Mais, si elle n'est pas adoptée, la situation sera-t-elle meilleure ?

Il est évident que la situation actuelle est très défavorable à la gauche. La majorité est composée de radicaux et de centristes, ce qui permet à la droite de s'opposer à toute réforme sérieuse. La gauche, elle-même, est divisée et incapable de proposer une alternative crédible.

La proposition de M. Giscard d'Estaing est donc une tentative de maintenir le statu quo. Elle est destinée à empêcher la gauche de gagner des sièges et de prendre le pouvoir.

Des bavards

Il est intéressant de noter que la proposition de M. Giscard d'Estaing a été présentée sous la forme d'un amendement à la loi électorale. Cela signifie que la réforme est présentée comme une simple modification technique, sans portée politique majeure.

hommes politiques allemands
espèrent réduire l'influence
des partis communistes

Les hommes politiques allemands, en particulier les membres du Bundestag, ont exprimé leur intérêt pour la réforme électorale proposée par M. Giscard d'Estaing. Ils espèrent que cette réforme permettra de réduire l'influence des partis communistes en Allemagne.

De notre correspondant

Notre correspondant à Paris nous informe que la proposition de M. Giscard d'Estaing a été bien accueillie par certains membres de la droite et du centre. Cependant, elle a également rencontré de vives oppositions de la part de la gauche et de certains membres du R.P.

De notre correspondant

Notre correspondant à Paris nous informe que la proposition de M. Giscard d'Estaing a été bien accueillie par certains membres de la droite et du centre. Cependant, elle a également rencontré de vives oppositions de la part de la gauche et de certains membres du R.P.

هكذا من الأصل

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LE DÉBAT SUR LA SIDERURGIE
AURAIT LIEU LE 19 AVRIL

Les députés renforcent la protection des marins
en cas de licenciement

Vendredi matin 8 avril, au cours de la séance consacrée à l'Assemblée nationale, aux questions orales sans débat, et sous la présidence de M. Andrieux (P.C.), M. Deleury (P.C.-Mouvement) se félicite que le gouvernement ait été contraint d'accepter un débat sur la crise de la sidérurgie. Il y voit l'aboutissement de dix ans de lutte des élus communistes. Il dénonce l'alliance étroite du gouvernement et des patrons de l'acier, les profits scandaleux d'une poignée de privilégiés, le choix imposé aux jeunes de la région : militaire ou chômage. Il évoque « la mort d'une région, l'effacement d'une civilisation ». Le débat sur la sidérurgie, propose-t-il, est une procédure qui ne peut être que le début d'une procédure de licenciement.

M. Couleau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, annonce que le débat sur la sidérurgie, accepté mercredi par le premier ministre, devrait avoir lieu le 19 avril, si la conférence des présidents en décide ainsi. Il réaffirme la volonté du gouvernement de maintenir une sidérurgie forte et de sauvegarder les régions de la Lorraine et du Nord. Il dénonce « le procès d'intention fait au gouvernement, un mauvais procès car basé sur des accusations fausses ». Il précise : « Il est faux de dire que la profession peut agir à sa guise, sans que 30 000 licenciés soient concernés. Il est faux de dire que l'on puisse laisser dans cette entreprise que nous voulons brader à un pays voisin (la R.D.A.) notre sidérurgie. »

Jeu 7 avril, l'Assemblée nationale examinait, sous la présidence de M. Nungesser (R.P.), le projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1928 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'embauchement.

Ce texte étend aux marins les dispositions de la loi du 13 juillet 1973 relative à la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée et la loi du 3 janvier 1975 relative aux licenciements pour cause économique.

Un marin lié à un armateur par un contrat d'embauchement à durée indéterminée ne pourrait désormais être régulièrement licencié, c'est-à-dire non rémunéré, que lorsque une procédure comportant la convocation, l'audition et l'information de l'intéressé aura été respectée, et à condition que les causes du licenciement soient réelles et sérieuses. Les nouvelles mesures s'appliqueraient aux marins justifiant chez le même armateur d'une ancienneté de services d'au moins un an, dont six mois d'embarquement.

M. Brocard (R.I.), rapporteur, déclare : « Ce texte entend renforcer la protection sociale des marins, mais, si l'intention est bonne, le dispositif retenu n'est pas, en revanche, à l'abri de critiques. Ce texte long et complexe est ambigu, voire contradictoire. Afin de le rendre plus clair et simple, nous proposons de rendre ces dispositions applicables à l'ensemble des marins, qu'ils soient ou non « stabilisés » par des conventions collectives, c'est-à-dire liés à leur armateur par un contrat permanent. Cette loi de progrès social, indique-t-il, bénéficiera essentiellement aux 14 000 marins non stabilisés. »

Pour M. Cavalié, secrétaire d'Etat aux transports, « il ne s'agit pas d'équivaloir à priver les marins de la protection dont bénéficient les autres travailleurs ». Ce projet a donc deux objectifs :

- 1) Apporter aux marins du commerce et de la pêche des garanties aussi proches que possible de celles dont bénéficient les autres salariés en matière de licenciement ;
- 2) Pour ce faire, introduire dans le code du travail maritime les dispositions du droit commun en y apportant que les modifications strictement nécessaires afin de tenir compte des particularités de l'exercice de la profession de marin.

Dans la discussion générale, M. Le Pen (R.P.) réagit en disant que le gouvernement n'a pas réalisé l'indispensable grande loi de la sidérurgie, mais qu'il se soit contenté, « sous la pression des patrons », d'une réforme « timide, insuffisante et ambiguë ». Il énumère les limites d'un texte qui sonne comme un effort d'apaisement. Pour M. Cermolacce (P.C.-Bouche-du-Rhône), la modernisation du code maritime est « une nécessité indispensable ». « Mais, ajoute-t-il, elle ne peut se concevoir en dehors de la participation effective des organisations syndicales et professionnelles. » Il conclut : « Ce projet est loin d'être une grande réforme. Pour ce faire, il conviendrait de doter notre pays des navires nécessaires ; de lutter contre les pavillons de complaisance et de mettre fin à l'anarchie et au gaspillage. »

Enfin pour M. Gabriel (app. R.I., Saint-Pierre-et-Miquelon), « ce texte élargit, qui a été l'apanage des seuls marins de la République, le droit de licenciement à tous les marins ». Dans la discussion des articles, l'Assemblée décide notamment :

- De rendre applicables aux entreprises d'armement toutes les dispositions de la loi sur le licenciement pour cause économique, y compris celles relatives à l'intervention des délégués du personnel ;
- D'appliquer toutes les dispositions du projet reprises de la loi de 1973, à l'ensemble des marins, marins titulaires ou stabilisés dans leur emploi, qu'ils soient ou non embarqués, marins non stabilisés lorsqu'ils ont déjà une certaine ancienneté au service de l'armateur qui les licencie. Le non-renouvellement du contrat d'embauchement maritime à durée indéterminée doit être, dans ce dernier cas, assimilé à un licenciement ;
- D'accorder aux marins licenciés, dans le port le plus proche, une période rémunérée pour chercher du travail ;
- De permettre au juge de proposer la réintégration du salarié injustement licencié. Cette disposition ne bénéficiera, toutefois, qu'aux seuls marins stabilisés ou anciens marins stabilisés. La gauche dénonce ce qu'elle estime être « une discrimination inadmissible » ;
- De faire bénéficier de la loi les marins titulaires de contrats conclus pour services à bord de navires armés à la navigation côtière et à la pêche au large lorsque le propriétaire est embarqué comme membre de l'équipage sur le navire qu'il exploite.

Au cours de la discussion, M. Cermolacce devait dénoncer l'article concernant le licenciement d'un marin mis par l'armateur au service d'une filiale étrangère, estimant qu'il pouvait permettre au patron maritime français d'embarquer des marins étrangers.

L'ensemble du projet de loi ainsi modifié est adopté par l'Assemblée, l'opposition s'abstenant.

PATRICK FRANCES.

Centristes et radicaux croient encore à la volonté de M. Giscard d'Estaing
d'instituer la représentation proportionnelle

Moins de onze mois avant les élections législatives, une question demeure posée : le président de la République a-t-il l'intention de modifier la loi électorale et d'introduire la représentation proportionnelle dans le mode de scrutin ? C'est depuis mai 1974 et l'élection présidentielle, en fait, que cette question est en suspens. Lors de la campagne électorale, la proposition de M. Giscard d'Estaing a été présentée comme une simple modification technique, sans portée politique majeure.

Au cours des dernières semaines, et surtout depuis les élections municipales, les prises de position se sont multipliées. Tour à tour, MM. Jean Lecanuet, Jacques Barrot (C.D.S.), Gabriel Périotnet (parti radical), Eric Hirtzmann (Fédération des socialistes-démocrates), Olivier Stirn (Mouvement des socialistes-libéraux) ont pris position, et à plusieurs reprises, en faveur de la proportionnelle. Et cela alors même que quelques mois plus tôt certains de ces personnalités, notamment M. Lecanuet, avaient paru abandonner l'espoir d'une réforme électorale.

Le président de la République semblant, de son côté, avoir renoncé à un tel projet.

Qu'il nouveau des propositions soient le jour — la dernière en date étant celle qu'a annoncée jeudi le comité directeur du parti radical — ne tient pas seulement à une prise de conscience provoquée, au sein des partis, par l'échec subi lors des élections municipales. Il faut sans doute voir dans ces initiatives renouvelées la manifestation d'un souhait présidentiel d'apaisement des tensions politiques, d'un effort de rapprochement avec la gauche.

Deux faits valent dans un premier temps attirer l'attention. D'une part, la rapidité avec laquelle M. Olivier Stirn avait présenté comme une des revendications premières de son tout neuf M.S.L. l'introduction de la R.P. dans le système électoral. Les deux autres faits sont : M. Giscard d'Estaing ne s'est pas mystifié : la prise de position du secrétaire d'Etat était vite apparue comme une manifestation d'indépendance des élections municipales, avait été, devant les caméras de la télévision, une question sur la réforme électorale. S'il avait voulu laisser penser que tout était possible, le ministre de l'Intérieur n'aurait pas répondu autrement que par la formule traditionnelle : « La question n'est pas actuellement posée », dont il usa ce soir-là.

proportionnelle, la « R.P. », fit l'objet de discussions et, semble-t-il, d'engagements oraux entre le candidat Valéry Giscard d'Estaing et ses nouveaux alliés centristes — jusque-là d'opposition. Les échecs électoraux répétés de la majorité depuis cette date, ainsi que le renforcement de l'union de la gauche ont contribué récemment à rouvrir le débat. Au sein de la majorité essentiellement.

une qui finalement reprenne les grandes lignes de la doctrine qui aura peu à peu été forgée à l'Elysée.

Restent quelques incertitudes. D'abord, les jours sont comptés et les sessions parlementaires, si elles ont lieu, seront brèves. Il ne sera pas facile, si la réforme est décidée, d'échapper aux reproches de ceux qui dénoncent la « combine » de dernière heure. Ensuite, le résultat n'est guère assuré. Ce n'est pas la proportionnelle qui sauvera l'actuelle majorité, si le R.P. était en vigueur et compte tenu des dernières municipales. Les conclusions varient selon les auteurs des calculs, mais la plupart font apparaître que la coalition gouvernementale perdrait moins qu'avec le système présentement en vigueur. Si l'on considère, en outre, que certains ont fait campagne depuis longtemps déjà pour le R.P. (notamment M. Bernard Pons, ancien ministre et député du Lot, qui serait justement parmi ceux qui reformuleront la réforme électorale), on comprend que ni à l'Elysée ni dans les rangs centristes on n'ait abandonné le projet.

M. Giscard d'Estaing et le gouvernement — on dit que M. Barre est favorable à la réforme — ne peuvent toutefois guère prendre directement l'initiative d'une entreprise qui risque d'être mal accueillie par une fraction des élus qui les soutiennent. Aussi, les démocrates sociaux et les radicaux devront-ils faire les premiers pas. Ils soumettront des propositions de loi au Parlement. C'est ce que veut annoncer le parti radical, c'est ce que veut faire les socialistes hors programme commun qu'anime M. Eric Hirtzmann (ceux-là suggèrent une application de la proportionnelle dans le cadre régional). Quant aux centristes de M. Lecanuet, ils avaient déposé une proposition de réforme électorale dès 1973 et ils ont promis de la réactualiser le 4 avril soit, revenant à la charge.

Il serait bien étonnant que toutes ces soudaines bonnes volontés n'aient pas, en fait, un dénominateur commun : le projet de l'Etat et que, dans toutes ces propositions, n'en apparaissent pas.

NOEL J. BERGEROUX.

« Trucage et passe-passe »

A n'en pas douter, l'Elysée et le gouvernement s'interrogent. La question est même étudiée par le cabinet présidentiel. M. Jean Seris en est saisi, et puisque certains proches du président consultent, depuis quelques semaines, des responsables politiques sur ce sujet, l'idée d'une réforme électorale n'est donc pas abandonnée. Elle avait semblé l'être lorsque, après une première série de déclarations « exploratoires » de responsables centristes et radicaux, M. Jacques Chirac avait déclaré, le 27 mars, devant le comité central : « La grande majorité d'entre nous est hostile à la représentation proportionnelle, car elle y voit une transformation du régime, ne serait-ce que sur le plan de la stabilité gouvernementale. En outre, intervenant après la manifestation à Paris, le ministre de l'Intérieur n'aurait pas répondu autrement que par la formule traditionnelle : « La question n'est pas actuellement posée », dont il usa ce soir-là.

Le parti radical charge ses députés de déposer
une proposition de réforme électorale

Le comité directeur du parti radical, réuni dans la matinée de jeudi 7 avril, place de Valois, a décidé qu'un congrès de la formation nationale aura lieu du 14 au 16 mai à Paris.

Le choix de la capitale était combattu par certains membres de la direction, qui proposaient que la manifestation ait lieu à Toulouse. La décision en faveur de Paris satisfait M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et ses amis. Certains radicaux considèrent d'ores et déjà que le député de Meurthe-et-Moselle pourrait être candidat à nouveau à la présidence de son parti. Il semble bien toutefois que M. Gabriel Périotnet et M. Michel Durafour soient à l'heure actuelle, également sur les rangs.

De précédents
prises de position

Au terme de ses travaux le comité directeur a adopté une motion dans laquelle il rappelle ses précédentes prises de position en faveur de la proportionnelle (notamment lors des congrès de Lyon et de Vichy en novembre 1975 et en novembre 1976). Il ajoute :

« Le parti radical-socialiste n'a cessé de rappeler cette nécessité de modification de la loi électorale, d'autant plus nécessaire que le régime s'est présidentialisé. Aujourd'hui, face à ces engagements, le parti radical donne mandat à ses parlementaires, singulièrement à ses députés, de prendre dès maintenant toutes les initiatives nécessaires pour que soit déposée et discutée d'urgence une proposition de loi électorale instituant, au plan départemental, la représentation proportionnelle. »

Les débats des dirigeants radicaux ont eu lieu dans une atmosphère parfois tendue. Etaient notamment présents outre M.M. Périotnet et Jean-Jacques Servan-Schreiber, M.M. Michel Durafour et Pierre Brousse, anciens ministres, et Mmes Francoise Girard, ancienne secrétaire d'Etat, et Jacqueline Nebout, ancienne secrétaire générale. La question de la réintégration de Mme Nebout dans ses fonctions de secrétaire générale a été l'occasion de vifs échanges. Parce qu'elle était candidate sur une liste patronnée par M. Jacques Chirac, alors que la fédération radicale de Paris soutenait



TOUS LES JEUDIS - 4 F50

la majorité et l'opposition

هكذا من الأصل

RELIGION

PAQUES, VICTOIRE SUR LA MORT

La pierre du tombeau

par HENRI FESQUET

Par quel paradoxe Pâques, fête de la victoire du Christ sur la mort, est-elle devenue une fête du passé ? Scrupuleux, nos contemporains ressemblent à ces Athéniens auxquels saint Paul prêchait « la résurrection des morts » et qui se moquaient de lui en disant : « Là-dessus nous t'entendrons une autre fois ! » (Actes XVII, 22 à 24).

Pâques nous renvoie surtout à notre enfance. Les jeunes « faisaient leurs Pâques » dans leur paroisse étonnée par le printemps ; ils se mettaient en quête d'œufs colorés cachés dans le jardin. Adolescents, ils écoutaient avec ferveur les récits de la Passion et de la Résurrection. Devenus étudiants, c'est surtout dans l'épisode de saint Thomas l'Incrédula, résolu à palper les plaies de Jésus, qu'ils se reconnaissaient.

Depuis, rares sont ceux qui ont étudié ces textes scripturaires à l'aide des acquisitions de l'exégèse et de la théologie modernes. Si tant de baptisés sont devenus plus ou moins incroyants ou indifférents, n'est-ce pas, pour une part, parce que l'Eglise a tardé à présenter la Résurrection comme un mystère plutôt que comme un miracle ? Comme un signe plutôt que comme un fait historique comparable aux autres ? Comme une nourriture spirituelle plutôt que comme un phénomène biologique ? Comme un enseignement sur notre propre nature d'homme et une invitation à la conversion, du cœur plutôt que comme un dogme monolithique que l'on sentait coupé de tout lien existentiel avec le présent.

La foi naïve du charbonnier s'est volatilisée. Sans peine de disparition, la foi adulte requiert l'interprétation. Paul Ricoeur l'a dit d'une manière saisissante : « Nous sommes les enfants de la critique et nous ne pouvons croire qu'en interprétant. » (1). Il revient donc à chacun, pour peu qu'il en ait envie, d'aborder le récit de la Résurrection tel qu'il est présenté dans l'Evangile comme une œuvre de réflexion et d'investigation : de ne pas le recevoir, à l'un peut-être, comme un produit fini, mais plutôt comme un point de départ. S'il est une occasion où les sciences

historique et exégétique, où les sciences humaines et la philosophie doivent entrer en jeu, c'est bien dans ces textes fondateurs du christianisme dont on peut tirer de multiples enseignements. Leur lecture naïve n'est pas sans fruits mais elle est insuffisante. Le chrétien d'aujourd'hui revendique à bon droit la liberté de se forger lui-même une opinion motivée. Être un homme de foi, ce n'est pas laisser son intelligence à la porte de l'Eglise et abandonner au curé le soin de penser à sa place : c'est se poser sérieusement la question de la légitimité du refus de croire. Le doute méthodique est un meilleur chemin vers la foi que le « oui » préjudicé. La foi n'est pas un système de pensée, une idéologie, mais une attitude d'esprit et un comportement. Elle est une adhésion motivée à un être. Cet être, Jésus, n'a pas écrit lui-même un seul ouvrage ; il a confié à ses amis le soin de transmettre ce qu'il a dit et ce qu'il a fait. En s'en remettant à des hommes faillibles et limités, le Christ ne convie-t-il pas implicitement tous ceux qui se réclament de lui à entrer progressivement dans son message, à l'appréhender selon leurs capacités et non à le recevoir passivement ? Ce n'est pas sans intention que le Christ s'est exprimé si souvent en paraboles. Les paraboles et les symboles ont de sens pour ceux qui veulent se donner la peine d'en trouver la clé.

Des textes à décrypter

L'Eglise catholique a entendu cette invitation en attachant une grande importance à la tradition ; c'est-à-dire l'effort des croyants pour déployer le contenu initial de la Révélation. Mais ce travail n'est pas, de droit, l'appropriation de certains clercs mandatés. Tout homme est invité à y collaborer. Quel historien raisonnable pourrait avancer que le christianisme a été édifié sur une supercherie ou sur une illusion ? Comment traiter à la légère l'expérience que les premiers chrétiens ont eu de la Résurrection ? Ce serait rendre responsable le Christ de la croyance ou non, de la foi ou de la désillusion. Mais la question reste entière de la nature de cette expérience. Les textes de la Résurrection ont-ils évidemment

besoin d'être décryptés, situés et analysés ? Des centaines d'exégètes et de théologiens s'y sont déjà attelés sans éprouver cette tâche toujours à recommencer. En dépit de cet effort auquel il ne peut avoir accès que par personnes interposées, le chrétien moyen se doit de considérer que la Résurrection n'est pas un événement en soi et pour soi. Elle est exemplaire ; elle est le gage de la résurrection des hommes. Le Christ est le maillon initial d'une chaîne indéfinie. Le « comment » de la Résurrection — qui demeure mystérieux — importe moins que le pourquoi et le pour qui. Ce qui est arrivé au Christ accorde à se poser la question de notre propre survie, de la vraisemblance de notre propre victoire sur la mort.

Si la mort n'est pas le dernier mot de notre existence, nous voici promus à un état inimaginable échappant au temps comme à l'espace. Le terme même de Résurrection est profondément inadéquat, car il tend à matérialiser un phénomène qui, précisément, fait éclater la matière. L'horreur de la mort et le besoin incoercible de trouver un sens à la destinée humaine constituent le sous-jacent humain de la foi chrétienne, et sont aussi le bien commun de tout homme. Ce n'est pas le christianisme qui a inventé ce désir. Mais lui l'a donné corps ; il a fait de ce rêve une « réalité ». Le christianisme est une utopie qui a réussi. Toutes les religions en sont plus ou moins la.

L'Evangile apprend que l'homme est l'artisan de son avenir. Le chrétien n'est pas entre les mains de son Dieu comme un objet, mais comme un collaborateur. Une déplorable imagerie a déformé la manière de concevoir la Résurrection : au lieu d'être la foi, le chrétien devrait s'efforcer de toute représentation de son avenir. La foi n'informe pas sur le contenu de cet avenir et sur ses modalités. Elle parle seulement de bonheur et de souffrance. Les chrétiens seraient bien inspirés de faire un peu plus souvent état de leur ignorance et d'un peu moins de leur certitude.

La foi n'est pas, à sa racine, une croyance en des dogmes, mais une remise. Le chrétien s'en remet

à un homme qui s'est dit fils unique de Dieu, qui a remplacé la « morale formée » ou l'obligation par une « morale ouverte » ou d'aspiration, et qui s'est posé en médiateur suprême et en sauveur du monde. Il a affirmé être le vainqueur du mal et de toutes les servitudes. Aucune porte ne lui résiste : il est le maître de l'impossible. Si l'expression évangélique « rendre la pierre du tombeau » n'est pas, pour certains, à prendre au pied de la lettre, elle exprime pour le moins la toute-puissance du ressuscité sur la défaite de la mort. Toute-puissance qui n'a rien d'un exploit magique ou miraculeux, mais qui témoigne de la force de l'esprit et de l'amour.

Mission ou réalité ?

Comment décider que les miracles de la vie de Jésus sont tous des faits historiques ? Comment savoir si le cadavre de Jésus est ou non la matière première de son corps glorieux ? Le débat se poursuit entre chrétiens intégralistes et chrétiens libéraux. Mais est-il si important ? Le cœur de la foi n'est pas dans ces croyances secondaires, si étonnantes qu'elles soient pour l'intelligence de la foi. Il est dans la certitude que l'humanité est personnellement et collectivement promise à une destinée supérieure et à un épanouissement total et mystérieux.

L'athée matérialiste voit dans cette affirmation une illusion, sans être, bien sûr — pas plus que le croyant — en mesure de la prouver. Foi pour foi, laquelle est la plus mobilisatrice ? La question est peut-être mal posée. Les chrétiens n'ont pas l'exclusivité de l'amour et de l'imagination créatrice qui transforment le monde. Ils peuvent même faire de leur foi un opium. On ne le sait que trop. Il reste que l'homme semble incapable de vivre sans transcendance.

Quand il s'essaye, il s'invente de nouveaux messies. (1) La foi se définit comme un acte de l'intelligence et de la volonté entraînant l'adhésion raisonnée à des vérités révélées. Il ne s'agit pas d'un assentiment aveugle puisqu'il est basé sur des raisons, et que si ces raisons inclinent à croire, elles ne suffisent pas pour expliquer le fait. Elles font seulement un saut à franchir. En ce sens, la foi est un don de Dieu.

« Il faut la liberté d'expression dans l'Eglise » déclare Mgr Riobé

Dans une interview exclusive accordée fin février, avant son entrée en fonction à Paris, Mgr Riobé, évêque d'Orléans, explique le sens de sa prise de position en faveur des eucharistiques domestiques, des communautés de base et de l'ordination d'hommes mariés publiés dans le Monde du 16 février sous le titre « L'Eglise est invitée au dialogue ». « Il faut la liberté d'expression dans l'Eglise », a-t-il déclaré. Comment prétendre libérer les autres, si soi-même on n'est pas un

Après la rencontre judéo-chrétienne de Venise

L'EGLISE CATHOLIQUE RENONCE A TOUT PROSELYTISME A L'EGARD DES JUIFS

Le Saint-Siège a publié, le 5 avril, et après six jours de réflexion, la communication officielle du Comité international de liaison entre l'Eglise catholique et le judaïsme, qui s'était réuni à Venise du 28 au 30 mars, sur le thème « Mission et témoignage de l'Eglise ».

Le document contient deux idées essentielles :

- 1) L'Eglise reconnaît le dessein de Dieu dans l'acte de la création ;
- 2) Elle s'engage donc, solennellement, à renoncer à tout prosélytisme à son égard.

L'Eglise, est-il précisé, reconnaît « la permanence du judaïsme dans le plan de Dieu ». En annonçant à tous « la bonne nouvelle », elle se sent « très proche » du judaïsme, elle en reconnaît la légitimité divine. La conversion n'est absolument plus une fin dans ses rapports avec les juifs. Elle est prescrite pour les païens, mais elle n'est plus prescrite pour les juifs. « Non, car jamais je ne fais un geste hostile », a précisé un membre ecclésiastique catholique du comité. De source proche de la Curie, on fait remarquer que le communiqué est, en fait, l'exposé d'un débat au sein du comité qui s'est déroulé autour du rapport du professeur Tommaso Federici, expert catholique. Le comité est consultatif et n'engage que lui-même. Jusqu'à nouvel avis, ajoute-t-on.

homme libre, un évêque libre ?

« Cette prise de position, à laquelle vous faites allusion, m'a demandé beaucoup. Qu'importe ce que l'on pense de moi, les critiques ou les approbations. Ma question est de chercher comment, évêque, je peux être serviteur d'une Eglise transparente à l'Evangile. Que je le veuille ou non, je suis au carrefour de beaucoup de souffrances et aussi de beaucoup d'espérances. Je suis appelé à partager beaucoup de situations de laïcs, de prêtres, et d'arriver au moment où je ne puis pas garder cela pour moi. Tous ces gens me disent ce qu'ils vivent, mais ils ne peuvent pas le crier. Je regrette que dans cet article, paru dans le Monde, on ne soit trop exclusivement arrêté à la possibilité d'ordonner prêtres des hommes mariés. Ce n'est qu'une partie de mon « prise de vue » ; j'ai vu cette question à la vie des communautés. Quand on vit l'espérance qu'apporment la naissance et la croissance de tant de petites communautés, elles doivent être libres de l'appui actif qu'elles réclament de nous. C'est la vie même des communautés qui réclame qu'on puisse, en toute clarté, se poser la question de l'ordination d'hommes mariés. Pouvoir ouvrir le dossier serait un signe extraordinaire de confiance ».

« J'ai posé cette question, non seulement pour la France, mais aussi pour certaines Eglises d'Afrique. De toutes les parts, cette ordination d'hommes mariés, et cette liberté de l'amour ne pourraient que rendre plus éclatant et plus significatif le témoignage donné par des prêtres et des laïcs qui consacrent à Jésus-Christ et à leurs frères une vie de célibat. Il n'y a, de ma part, aucune altération du célibat consacré, bien au contraire, mais il faut qu'il soit libre ».

« Est-ce que j'ai l'impression d'être un évêque seul ? Non, car jamais je ne fais un geste hostile », a-t-il dit ailleurs. « Car ce n'est pas dans mon tempérament — sans être avec des croyants, laïcs ou prêtres. (...) »

(1) Paris Ours est un journal qui paraît deux fois par semaine et qui a un groupe de chrétiens — catholiques et protestants — prêtres et pasteurs du 11^e arrondissement. Pour obtenir le texte intégral de l'expert catholique, le comité est consultatif et n'engage que lui-même. Jusqu'à nouvel avis, ajoute-t-on.

Le Mouvement eucharistique des jeunes a rassemblé 3500 « témoins aimés » à Nantes

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — « On n'est pas venu pour apprendre, mais pour expliquer... » Cette phrase a été répétée à maintes reprises par les jeunes du Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ) qui se sont réunis à Nantes, du 3 au 6 avril, pour le rassemblement national des « témoins aimés » du Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ), qui réunit quatre-vingt mille jeunes de neuf à dix-neuf ans. Ces trois mille cinq cents garçons et filles, âgés de treize à quinze ans, venus des quatre coins de la France, ont décidé de témoigner, à partir de leurs expériences personnelles, de leurs actions quotidiennes et concrètes, que le « chemin de la paix » est une voie possible.

Ils avaient invité à leur séance plénière deux grands témoins : Mgr Lucien Bourdon, évêque de Châlons et président du comité épiscopal France-Amérique latine, et Michel Quoist, prêtre écrivain, qui jouit d'une grande popularité.

Dans le mouvement. Ce dernier n'a pas caché ses sentiments : « La paix, c'est bien gentil, mais ce qui se passe dans le monde n'est pas à la dimension pacifique des jeunes réunis ici. J'ai vu des choses horribles en Irlande, en Corée... Le pouvoir de l'homme peut se révéler destructeur, si un extraordinaire amour ne vient pas le sauver... »

Dans le même esprit, Mgr Bourdon a axé son discours sur l'Amérique latine, expliquant comment la paix est venue là-bas : « C'est la vie qui a guéri les maux, la violence est précisée aux guerilleros. La première violence est de vivre dans la pauvreté, la misère, l'absence de travail, l'absence de liberté... »

Entre une voix, témoigner pour la paix, tel a été le vœu proclamé par ces jeunes en guise de remerciement à ces deux témoins, dont chaque mot fut souligné avec force.

HERVE LOUBOUTIN.

L'OCCUPATION DE SAINT-NICOLAS-DU-CHARDONNET

La meilleure réponse

Conférence de presse organisée, mercredi 6 avril, par quelques prêtres et laïcs de la paroisse de Saint-Séverin-Saint-Nicolas-du-Chardonnet, autour de leur curé, l'abbé Pierre Bellego. Les journalistes accourent de Paris, de province et même d'Allemagne. La télévision belge installe ses projecteurs, plante ses caméras. Nouveau rebondissement dans l'affaire de l'occupation de Saint-Nicolas : Révélation des propriétaires légitimes sur la stratégie qu'ils adoptent si les occupants n'ont pas évacué les lieux à la date fixée par le tribunal de Paris à Noël prochain. L'abbé Pierre Bellego, curé de la paroisse, se tourne en guerre de religion ? Les journalistes en seront pour leurs frais.

« Nous vivons le temps du silence, annonce calmement à un abbé Bellego souriant. Au-delà des péripéties que nous connaissons, nous nous appuyons à vivre un événement autrement important : la semaine sainte... »

Malgré l'épreuve que constitue l'occupation d'une des nos églises paroissiales, a dit l'abbé Bellego

— qui avoue que, s'il ne s'était agi que de lui, il aurait choisi d'être « pacifique jusqu'au bout », sans faire appel à la justice, « cette semaine sainte ne sera ni un paradis, ni une évasion, ni un refuge ». Elle sera, au contraire, « au cœur de notre problème, le temps fort de la foi qui nous permettra de répondre à la question première du chrétien : la question de la vie ». L'expression de Pie XII résonnant la veille pascale en 1951 : « Sans être un coup de théâtre monté pour déjouer les regards de l'Eglise occupée ou pour faire concurrence aux rites de l'ancienne liturgie de saint Pie V, cette instance particulière sur la question des jours fait la renommée de l'Eglise Saint-Séverin, même avant le concile — à savoir les efforts de rendre la liturgie plus intelligente, plus belle, plus priante, n'est-elle pas la meilleure réponse à la question évangélique, à ceux qui s'obstinent à s'enfermer dans le passéisme ».

ALAIN WOODROW.

ÉDUCATION

Les lycéens de la Jeunesse étudiante chrétienne veulent améliorer les conditions de vie dans les établissements scolaires

De notre correspondant

Montpellier. — Une rencontre nationale de la Jeunesse étudiante chrétienne (J.E.C.) vient de se tenir pendant trois jours à Montpellier. Elle s'est surtout attachée à définir des propositions pour la vie dans les lycées. Les lycéens se sont prononcés contre la réforme Baby. Ils ont décidé de combattre pour améliorer les conditions de vie dans les établissements scolaires, en collaboration avec les divers mouvements de l'enseignement et les syndicats. Ils ont aussi adopté une « table ronde », ils ont confronté leurs opinions avec des représentants de la C.F.D.T., du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.), affilié à cette centrale, et du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.), affilié à la Fédération de l'éducation nationale.

Les délégués ont souligné des problèmes de sécurité et d'hygiène rencontrés par les élèves : ils jugent les horaires trop rigides

et ne laissant pas de temps de détente entre les périodes de travail scolaire. Certains lycéens, et parmi eux les « délégués », essaient d'ailleurs d'améliorer leurs conditions matérielles de vie (sécurité, gratuité des études, effectifs des classes). Mais les lycéens se plaignent aussi de ce qu'on ne leur accorde pas la possibilité d'animer leurs établissements : les « foyers » restent très peu nombreux. Les participants ont défini trois « axes » de travail : les conditions de vie proprement dites (rôle des délégués, internat, sports, règlement intérieur) ; la participation des lycéens aux différentes activités organisées à l'intérieur des établissements (pédagogie, foyers socio-éducatifs, journaux lycéens, libre expression) ; et l'ouverture de l'école à la vie de tous les jours (choix, loisirs, vie civique). Enfin, une étude particulière a été consacrée à la loi dans la vie quotidienne.

Un organisme lyonnais d'enseignement des langues a déposé son bilan

De notre correspondant régional

Lyon. — Le directeur de l'ADIF (Association pour la diffusion de l'enseignement des langues vivantes) devra enlever, le 29 avril prochain, en principe, la plaque de culture fixée à l'entrée d'un des hôtels particuliers cossus de la place Bellecour, à Lyon (1), dont cet organisme occupe un étage. Un dépôt de bilan effectué le 28 janvier dernier par le président de l'ADIF, après délibération du conseil d'administration et un jugement déclaratif de liquidation de biens prononcé le 15 janvier par le tribunal de grande instance de Lyon, rendu irrévocable l'échéance.

Qu'advient-il alors du personnel de l'ADIF, au total quatre-vingt personnes dont soixante enseignants, pour la plupart des professeurs certifiés ? Les discussions engagées pour étudier une reprise des activités de l'ADIF par d'autres organismes de même nature n'ont pas abouti. Au-delà de ce problème social, c'est en fait le sort de beaucoup d'autres entreprises de formation permanente qui se trouve posé. Considéré en 1963 avec un caractère professionnel à l'étude des langues que l'éducation nationale s'obstine à considérer comme un enseignement « culturel », elle accueille des stagiaires de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) et de l'Agence nationale pour l'emploi, comme des cadres étrangers appelés à travailler dans des sociétés ou des services français établis dans leur pays. Troisième volet de ses activités, la formation des travailleurs migrants (générallement dans le cadre de stages d'entreprise). L'ADIF représente près de quatre mille stagiaires par an et un chiffre d'affaires de 5 millions de francs. Le déficit actuel de l'ADIF — 130 000 francs en 1975, sans doute 150 000 francs en 1976, n'est dû, selon les indications connues, à aucune légèreté dans la gestion. Pour le directeur, M. Garnier, il des raisons de la disparition de certaines ressources. En 1972, le comité régional de la formation professionnelle et de l'emploi a retiré à l'ADIF le droit de percevoir la taxe d'apprentissage, qui lui avait rapporté 605 000 F en 1972 (2). En 1975, le transfert au Fonds d'action sociale des subventions, prévues pour la formation professionnelle des travailleurs immigrés et des conditions plus restrictives d'attribution en ont retardé le versement : au début de 1977, l'ADIF n'avait pas encore reçu les 1 200 000 F accordés pour 1975. Enfin, la revalorisation des salaires des professeurs certifiés a accru de 30 % entre le 1^{er} janvier 1976 et le 1^{er} janvier 1977 les charges salariales de l'ADIF, affirme M. Garnier. La rémunération des professeurs étant indexée sur les barèmes de l'éducation nationale.

académique à la formation continue (DAFCO). Actuellement, 40 % des sommes versées à l'extérieur par les entreprises pour les dépenses de formation continue (la moitié du total) vont au secteur privé, et 10 % au public. « Mais notre objectif est d'atteindre 30 % dans deux ans, et nous avons les moyens d'y parvenir », dit-on à la DAFCO. Ceci donc autant de conventions qui vont échapper désormais aux organismes privés.

BERNARD ELIE.

(1) L'ADIF possède des services de formation à Paris et à Marseille, une antenne à Lyon, une section (laïcs) et des activités d'alphabétisation à Grenoble. Son siège social est à Lyon 3. (2) En application de la loi du 26 juillet 1971 sur la formation professionnelle.

LES ENSEIGNANTS SPÉCIALISÉS DANS L'AUDIOVISUEL SOUHAITENT FAIRE RECONNAÎTRE LEUR QUALIFICATION

Les stagiaires et les responsables permanents des stages de formation des professeurs à l'audiovisuel de l'École normale supérieure de Saint-Cloud et des différents établissements concernés (centre national et centres régionaux de documentation pédagogique, écoles normales, etc.) viennent de constituer un Groupe de réflexion sur les fonctions de formateurs en audiovisuel (1).

Dans une lettre adressée au ministère de l'éducation nationale, ils demandent que la spécificité de leur travail soit reconnue. Ces responsables de formation en audiovisuel, enseignants à l'origine (instituteurs, P.E.C., certifiés, agrégés), ont acquis une qualification technique et pédagogique supplémentaire (pédagogie des adultes et de l'audiovisuel, travail interdisciplinaire, manipulations importantes) qui n'est pas prise en compte pour leur rémunération et leur avancement. Au contraire, n'occupant plus dans un cadre strictement scolaire, ils ne bénéficient plus d'avancement au choix et perdent certains indices et indemnités de leurs corps d'origine.

(1) 9, rue de la Côte-Saint-Louis, 92380 Garches.

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- * Hôtel confortable en école dans le même bâtiment.
- * 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.
- * Petits groupes (maximum 9 étudiants).
- * Cours dans toutes les chambres. Laboratoire moderne de langues.
- * Ecole reconnue par le ministère de l'éducation britannique.
- * Prix et bourses.

RECRUIT SCHOOL OF ENGLISH RAMSGATE, Kent, Grande-Bretagne. Tél. : Ramsgate 512-12. 4, rue de la République, 92 - LAURENNE. Tél. : 859-22-23 en soirée.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Les lycéens de la Jeunesse étudiante chrétienne veulent améliorer les conditions de vie dans les établissements scolaires

Un organisme lyonnais d'enseignement des langues a déposé son bilan

LES ENSEIGNANTS SPÉCIALISÉS DANS L'AUDIOVISUEL SOUHAITENT FAIRE RECONNAÎTRE LEUR QUALIFICATION

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Après la rencontre judéo-chrétienne de Venise

Le Mouvement eucharistique des jeunes a rassemblé 3500 « témoins aimés » à Nantes

La pierre du tombeau

مكتبة الأصل

Meubles peints

Les **jeunes**, me dit-il, ne sont pas
 jeunes (trois ans au-dessous d'un
 peintre) vient de s'installer
 l'enseigne **La Compagnie** du
 simple enseigne, d'un le
 d'un simple volonté et création
 ne réaction contre un certain
 «design» impersonnel, mais
 contre toute l'histoire du
 passé.

Leurs meubles peints me
 ont fait penser à un
 simple pour «un luxe à la portée
 de tous» (ou presque, car ces
 meubles ne sont jamais réalisés
 qu'à une poignée d'exemplaires).

Une banquette à
 un seul angle, en bois peint
 rouge vif, me dit-il, est
 en bois de motifs noirs. Un
 autre lit, tout noir, s'est
 ornée d'une composition peinte
 à la main (2.400 F.). Un baroque
 italien à un seul angle et
 d'un motif de bois peint, il
 des formes géométriques et
 baguettes.

Dans le petit atelier installé
 au fond de la boutique s'élabo-
 rent des projets de meubles et
 de matériaux (dont les plus ma-
 giques) travaillent les corps
 d'œuvre pour former un ensemble
 cohérent d'un mode officiel de
 vie.

JANY AUJAME.

* Française Talma 1, rue
 Bourbon-le-Château, Paris.
 Talma 17, rue Delambre,
 75014 Paris.

★ Françoise Thilliez, 1, rue Bourbon-le-Château, 75004 Paris.
 Madame Mary, 17, rue Delambre, 75014 Paris.
 La Compagnie du Nord occidental, 18, rue des Rois, 75004 Paris; de 9 h. à 20 h., sauf le lundi.

En famille

chaque jour, « euthanasies » en France.

D'un côté donc, le chemin propre, accueillant, aspié, où d'innombrables chiots font fête au visiteur : et, de l'autre, le refuge sordide, antichambre de la mort, où des milliers de malheureux sont posés donc pour mettre fin à cette situation, à commencer par la destruction des naissances et la mise au commerce des animaux.

En conséquence de ces pratiques des bêtes est le passage à des déjections qui polluent les trottoirs de nos villes. Plus grave encore, la possession d'un chien est un encouragement à la pollution des trottoirs par les urines.




Il est temps que les pouvoirs publics prennent conscience de ces faits.


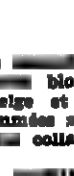
	Cadres supérieurs professions libérales	Patrons (industrie et commerce)	Cadres moyens, supérieurs spécialisés	Employés, ouvriers	Agriculteurs	Rétraités, inactifs
Châlon	28 %	46 %	30 %	33 %	22 %	26 %
Chart	19 %	24 %	22 %	25 %	53 %	22 %


Depuis les remplaceurs ont été
pointonneurs par des portillons,
les animaux pénètrent un peu
dans le métro, où ils ne sont
pas très gênants. Mais
est-on vu remplaceurs apparaître.
sur les portillons, les remplaceurs
semblent que les remplaceurs ne sont




Les divers problèmes posés par les animaux de compagnie se retrouvent dans l'émission de télévision « Trente millions d'amis », diffusée chaque samedi à

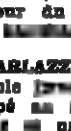
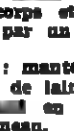



Invitation à

DE LUCA :  blouseuse en  mawen de beige et du marron, à  gommées, par ses bottes à revers et ses collants.

AUJARD :  pour le mariage, en étamine de laine unie, à carmeloie taillée large et resserrée à la taille avec basques, portée sur une  molle.

JAUNET : le style = chasse = à la ville ; canadienne à grand col rond sur tricot = écoss, jupe écossaise et  talons.

MIYAKE : manteau-rebe noir et chamois, en  gilet, caroné autour du corps et  sur les  par un lica noué.


TARLAZZI : manteau en  de laine et d'ougar, coupé en  en  et  en  prunau.

monté les salons spéciaux pour
se faire à l'usage Chanel et appele,
sans aucun doute, à un grand
succès tel que les Françaises appre-
nent à se faire beauté, mais grand
pour ce faire, par elles-mêmes. Del-
la et d'ailleurs.

N. M.-S.

Lég
et court
Elle a
à grand
Sand
François
Souliers
Pour filles

27, Fbg Saint-Honoré
57, Rue Pierre Charron
58, Rue Bonaparte St
8, Rue R



183 RUE SAINT-MARTIN, PARIS
Quvertous jours 10h30

Une **exposition d'artisanat** organisée par le **Musée de la Ville de Paris** a mis à l'honneur un **artisan ébéniste** de Revel, lauréat du concours **Artisan de l'Année**. René Daids est l'un des cent douze artisans ébénistes qui compte cette petite ville située dans le département de l'Ariège. Chacun y a sa spécialité : reproductions de meubles du XVIII^e siècle (comme la table de la collection de la Ville de Paris), transition qui mène au XIX^e siècle (le bureau de la collection de la Ville de Paris), par le ministère de l'artisanat), mais aussi des meubles destinés et réalisés en marqueterie ou en bois sculptés.

des métiers complémentaires (seurs, laqueurs, etc.), ce sont plus de six cents personnes qui se consacrent au mobilier dans la région de Revel. Ces artisans sont groupés pour présenter, au cœur de la ville, une exposition permanente de leurs œuvres. Mais ils éprouvent de grandes difficultés à maintenir vivace cet art authentique et manuel du XVIII^e siècle. — J. A.

★ **SPÉCIAL** national de l'amou-

● Pour mijoter longtemps
(la cocotte à l'ancienne, un
réchauffeur électrique, une
cocotte en Pyroflam ou un
casserole à mijoteur de 300 watts
à 230V) (= Cocotte mijor-
tante 2000, I.T.T. - Electromé-
canique 300, 5).

400 modèles de cadres exposés
pour bien choisir le vôtre.

**centre de
l'encadrement**

34, rue René Boulanger 75010 Paris
Tél. : 206.11.53

in Voyage...

desse ■ Françoise Bally
ignent ■ meubles anciens.
s meubles pour rêver.
ac ■ lumière ■ la
diterranée, ses collines
iques ombragées de
rès et d'oliviers... De
titables "meubles tableaux".
vous invitent à venir ■ voir.

*Atelier
du Pré*

PARIS 3° 277.63.37 ■
■ 135 ■ 145.5.31.32

10-1-11
 10-1-12
 10-1-13
 10-1-14
 10-1-15
 10-1-16
 10-1-17
 10-1-18
 10-1-19
 10-1-20
 10-1-21
 10-1-22
 10-1-23
 10-1-24
 10-1-25
 10-1-26
 10-1-27
 10-1-28
 10-1-29
 10-1-30
 10-1-31
 10-2-1
 10-2-2
 10-2-3
 10-2-4
 10-2-5
 10-2-6
 10-2-7
 10-2-8
 10-2-9
 10-2-10
 10-2-11
 10-2-12
 10-2-13
 10-2-14
 10-2-15
 10-2-16
 10-2-17
 10-2-18
 10-2-19
 10-2-20
 10-2-21
 10-2-22
 10-2-23
 10-2-24
 10-2-25
 10-2-26
 10-2-27
 10-2-28
 10-2-29
 10-2-30
 10-3-1
 10-3-2
 10-3-3
 10-3-4
 10-3-5
 10-3-6
 10-3-7
 10-3-8
 10-3-9
 10-3-10
 10-3-11
 10-3-12
 10-3-13
 10-3-14
 10-3-15
 10-3-16
 10-3-17
 10-3-18
 10-3-19
 10-3-20
 10-3-21
 10-3-22
 10-3-23
 10-3-24
 10-3-25
 10-3-26
 10-3-27
 10-3-28
 10-3-29
 10-3-30
 10-4-1
 10-4-2
 10-4-3
 10-4-4
 10-4-5
 10-4-6
 10-4-7
 10-4-8
 10-4-9
 10-4-10
 10-4-11
 10-4-12
 10-4-13
 10-4-14
 10-4-15
 10-4-16
 10-4-17
 10-4-18
 10-4-19
 10-4-20
 10-4-21
 10-4-22
 10-4-23
 10-4-24
 10-4-25
 10-4-26
 10-4-27
 10-4-28
 10-4-29
 10-4-30
 10-5-1
 10-5-2
 10-5-3
 10-5-4
 10-5-5
 10-5-6
 10-5-7
 10-5-8
 10-5-9
 10-5-10
 10-5-11
 10-5-12
 10-5-13
 10-5-14
 10-5-15
 10-5-16
 10-5-17
 10-5-18
 10-5-19
 10-5-20
 10-5-21
 10-5-22
 10-5-23
 10-5-24
 10-5-25
 10-5-26
 10-5-27
 10-5-28
 10-5-29
 10-5-30
 10-6-1
 10-6-2
 10-6-3
 10-6-4
 10-6-5
 10-6-6
 10-6-7
 10-6-8
 10-6-9
 10-6-10
 10-6-11
 10-6-12
 10-6-13
 10-6-14
 10-6-15
 10-6-16
 10-6-17
 10-6-18
 10-6-19
 10-6-20
 10-6-21
 10-6-22
 10-6-23
 10-6-24
 10-6-25
 10-6-26
 10-6-27
 10-6-28
 10-6-29
 10-6-30
 10-7-1
 10-7-2
 10-7-3
 10-7-4
 10-7-5
 10-7-6
 10-7-7
 10-7-8
 10-7-9
 10-7-10
 10-7-11
 10-7-12
 10-7-13
 10-7-14
 10-7-15
 10-7-16
 10-7-17
 10-7-18
 10-7-19
 10-7-20
 10-7-21
 10-7-22
 10-7-23
 10-7-24
 10-7-25
 10-7-26
 10-7-27
 10-7-28
 10-7-29
 10-7-30
 10-8-1
 10-8-2
 10-8-3
 10-8-4
 10-8-5
 10-8-6
 10-8-7
 10-8-8
 10-8-9
 10-8-10
 10-8-11
 10-8-12
 10-8-13
 10-8-14
 10-8-15
 10-8-16
 10-8-17
 10-8-18
 10-8-19
 10-8-20
 10-8-21
 10-8-22
 10-8-23
 10-8-24
 10-8-25
 10-8-26
 10-8-27
 10-8-28
 10-8-29
 10-8-30
 10-9-1
 10-9-2
 10-9-3
 10-9-4
 10-9-5
 10-9-6
 10-9-7
 10-9-8
 10-9-9
 10-9-10
 10-9-11
 10-9-12
 10-9-13
 10-9-14
 10-9-15
 10-9-16
 10-9-17
 10-9-18
 10-9-19
 10-9-20
 10-9-21
 10-9-22
 10-9-23
 10-9-24
 10-9-25
 10-9-26
 10-9-27
 10-9-28
 10-9-29
 10-9-30
 10-10-1
 10-10-2
 10-10-3
 10-10-4
 10-10-5
 10-10-6
 10-10-7
 10-10-8
 10-10-9
 10-10-10
 10-10-11
 10-10-12
 10-10-13
 10-10-14
 10-10-15
 10-10-16
 10-10-17
 10-10-18
 10-10-19
 10-10-20
 10-10-21
 10-10-22
 10-10-23
 10-10-24
 10-10-25
 10-10-26
 10-10-27
 10-10-28
 10-10-29
 10-10-30
 10-11-1
 10-11-2
 10-11-3
 10-11-4
 10-11-5
 10-11-6
 10-11-7
 10-11-8
 10-11-9
 10-11-10
 10-11-11
 10-11-12
 10-11-13
 10-11-14
 10-11-15
 10-11-16
 10-11-17
 10-11-18
 10-11-19
 10-11-20
 10-11-21
 10-11-22
 10-11-23
 10-11-24
 10-11-25
 10-11-26
 10-11-27
 10-11-28
 10-11-29
 10-11-30
 10-12-1
 10-12-2
 10-12-3
 10-12-4
 10-12-5
 10-12-6
 10-12-7
 10-12-8
 10-12-9
 10-12-10
 10-12-11
 10-12-12
 10-12-13
 10-12-14
 10-12-15
 10-12-16
 10-12-17
 10-12-18
 10-12-19
 10-12-20
 10-12-21
 10-12

14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
841
842
843
844
845
846
847
848
849

[illegible]

1.000 francs
 C'est le résultat
 du cours de l'été
 primes de 100 francs
 Des les 100 francs
 cas

[illegible][illegible]

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Envoi de fleurs

[illegible]

jeux

SOLUTION			REF.	PTS
ALCOOL (A)	F	8	54	
ENTREDE	15	B	116	
CRISVAL	11	D	22	
CRISVAL	9	F	84	
CRISVAL (B)	M	H	88	
CRISVAL (C)	B	H	98	
CRISVAL (D)	12	A	30	
CRISVAL (E)	F	7	37	
CRISVAL (F)	2	H	102	
CRISVAL (G)	8	L	74	
CRISVAL (H)	A	H	42	
CRISVAL (I)	C	I	51	
CRISVAL (J)	L	H	24	
CRISVAL (K)	K	2	16	
CRISVAL (L)	B	2	25	
CRISVAL (M)	M	H	19	
CRISVAL (N)	3	A	37	
CRISVAL (O)	13	D	26	
CRISVAL (P)	15	K	18	
CRISVAL (Q)	6	H	23	
CRISVAL (R)	4	H	18	
CRISVAL (S)	15	B	12	
CRISVAL (T)	4	H	16	
CRISVAL (U)	A	12	7	
TOTAL			1 032	

le P.L.J. (Petit Lait) (Montre).

un un 1 à 15 : les cases

le Corque le 15 : les cases

total : les un chiffre, il est

se signifie le reliquat du tirage

elles ou 15

SOLUTION DU PROBLEME N° 1			PTS
RENOUE (A)	1	1	1
ETA	1	1	1
(M)ET	1	1	1
ETA	1	1	1
TEL	1	1	1
TRI	1	1	1
RAT	1	1	1
ESERINES	1	1	1

(Le deuxième 8) ESERINES

(sur l'étiquette rose.)

Pour résoudre ce problème, il fallait tout d'abord se procurer peu d'argent : rien n'est moins simple que de faire un jeu avec des lettres toutes simples. Au premier tirage, il fallait choisir entre INSERES, REINES, SERPENS, SURENES et SEINES : au troisième : ISERABLES, SECS et 80 ou huit lettres ; au cinquième : ISERABLES ou huit lettres !

● Les championnats par paires à Paris, à tous les ans, ont lieu aux paires. Les deux premières auront lieu à l'hôtel P.L.M.-Saint-Jacques, le dimanche 1^{er} mai 1874, à 14 heures (deux séances). Ce genre d'épreuve est beaucoup moins intéressant que les parties individuelles, mais les partenaires peuvent se concerter pour trouver la meilleure solution à chaque tirage.

MICHEL CHARLEMAGNE.

Correspondant du rubrique à Paris de M. Charles Charlemagne, rue Mazette-Delaforest, (Boulogne.)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. AMÉRIQUES**
— **ÉTATS-UNIS** : le programme nucléaire du président Carter.
- 3. ASIE**
— **LES ÎLES** : rétrobilis entre les États-Unis et Cuba.
- 3. DIPLOMATIE**
— **APRÈS LA MISE EN GARDE** des États-Unis aux Européens contre une domination des P.C. sur les gouvernements.
- 4. PROCHE-ORIENT**
— **LIBAN** : la presse s'occupe sur les localités tenues par la droite.
- 5. AFRIQUE**
— **TUNISIE** : vingtième congrès de l'Union générale des étudiants.
- 4 à 6. EUROPE**
— **ALLEMAGNE FÉDÉRALE** : l'assassinat du procureur général Buback.
- 6 à 8. POLITIQUE**
— **L'ACTUALISATION** du programme commun.
- POINT DE VUE** : « Jean Elieinstein et l'Union soviétique », par Jeannette Thorez-Vermeersch.
- 10. RELIGION**
— **LA PIÈRE DU TOMBEAU**, par Henri Fesquet.
- 10. ÉDUCATION**
— **À LYON**, l'ADIF a déposé son bilan.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 11 à 17
- **QUESTIONS D'AUJOURD'HUI** : Est-ce à l'été une autre façon de prendre ses vacances ?
 - **TOURISME** : Deux-dix en Canaries.
 - **PLAISIR DE LA TABLE** : Un pas de quatre.
 - **CIN D'OR**.
 - **MODE** : Maison, Automatique, Jeux, Philatélie, Hippologie.

- 18. JUSTICE**
— **A PROPOS DE...** : les autres fonctions du roman policier.
- 19. ÉQUIPEMENT**
— **LA REGION A L'AUTRE** : L'Europe, Dragage, T.G.V., les régions ont-elles le droit d'intervenir ? par Pierre Farnet.

- 21 à 23. ARTS ET SPECTACLES**
— **POINT DE VUE** : « L'Europe, Dragage, T.G.V., les régions ont-elles le droit d'intervenir ? », par Pierre Farnet.
- 25 à 27. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**
— **CONFLITS ET REVENDICATIONS** : L.C.G.T. et la C.F.D.T. décident des grèves avec manifestations dans les secteurs public et national pour la fin du mois d'avril.
- AGRICULTURE** : « L'avenir de la politique agricole commune », par Jean Delon.
- Le XXXI^e congrès de la F.N.S.E.A.**

- LIRE ÉGALEMENT**
— **RADIO-TELEVISION** (20 et 21)
— **ANNONCES CLASSEES** (24 et 25)
— **ANJOURD'HUI** (20) ; **CARTE** (21) ; **JOURNAL OFFICIEL** (20) ; **LOTTO NATIONAL** (20) ; **MÉTÉOROLOGIE** (20) ; **MOTS CROISÉS** (20).

Le tremblement de terre, qui a frappé le 6 avril au soir, le centre sud de l'Iran, aurait fait cent morts et un nombre indéterminé de blessés. Le séisme, d'intensité 6,5 sur l'échelle de Richter, a été secoué la région du sud-ouest d'Ispahan, deuxième ville d'Iran à 600 kilomètres au sud de Téhéran. A été suivi d'une autre secousse d'intensité 5,5, dans la région de Bandar-Abbas, déjà éprouvée le 22 mars dernier par un tremblement de terre qui a fait au moins cent cinquante morts et cent vingt blessés. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 8 avril 1977 a été tiré à 540 366 exemplaires.

COLIS FAMILIAUX
HUILE D'OLIVE
VIERGE EXTRA « OLIVOLI »
Produit naturel de l'olive traitée
Sélective extraite par
PREMIÈRE PRESSION À FROID
et clarifiée par stérilisation
décontaminée et filtrée
FRANÇOIS DE PONT
A PARTIR DE 5 LITRES
Demander document, gratuite sur 9 à la
SOCIÉTÉ PROVINCIALE OLIVIER
13 - SALON-DE-PROVENCE

A B C D E F G

AU CONSEIL DE PARIS

M. Baudouin et le refus de la proportionnelle

M. Denis Baudouin, chargé des relations extérieures et de l'information à la mairie de Paris, a commenté, vendredi 8 avril, le débat du Conseil de Paris, siégeant au conseil général, consacré à la désignation des représentants de la capitale au conseil régional d'Ile-de-France (« le Monde » du 7 avril). Au cours de ce débat, la représentation proportionnelle demandée par la gauche a été écartée au profit du scrutin majoritaire : la majorité a donc emporté les trente sièges attribués aux élus de la capitale.

M. Baudouin a déclaré : « La majorité n'a pas dérogé à la pratique des sept autres conseils généraux de la région. Selon la loi du 6 mai 1976, le conseil de la région Ile-de-France comporte trois collèges :

— **UN COLLEGE** de catholiques traditionnels d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de protestants d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de jains d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de parsiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de chrétiens d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de musulmans d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de juifs d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de hindous d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de bouddhistes d'une quinzaine de personnes ;

— **UN COLLEGE** de sikhs d'une quinzaine de personnes ;

LA GRÈVE DE BRITISH AIRWAYS

Une partie du personnel des services d'entretien est licenciée

Londres (A.F.P.). — Une partie des techniciens des services d'entretien de l'aéroport de Londres-Heathrow, dont la grève paralyse depuis le dimanche 1 avril tous les vols moyen-courrier de la British Airways, ont été licenciés, a annoncé jeudi soir la compagnie britannique.

La British Airways a informé le comité paritaire de l'aviation civile, qui comprend des représentants de la direction et des syndicats, de ces mesures, qui prennent effet immédiatement.

Le comité a donné son accord et les seuls syndicats qui y sont représentés se sont engagés à aider la compagnie à obtenir des que possible un retour à la normale.

Ces accord sur des licenciements à titre disciplinaire constitue, estiment de nombreux observateurs, une mesure sans précédent dans l'histoire sociale britannique.

La décision de British Airways intervient quelques heures après le rejet par la base de l'accord conclu mercredi entre la direction de la compagnie et le syndicat auquel sont affiliés les grévistes.

Tous les vols de British Airways à destination de l'Europe, ainsi que tous les services intérieurs assurés par la compagnie ont été annulés jusqu'à mardi matin. La compagnie serait toutefois en mesure d'assurer ses vols internationaux pendant la semaine de Pâques, à l'exception d'un porte-parole.

SELON KINSHASA

Le Maroc va envoyer un contingent au Shaba pour soutenir l'armée zaïroise

La Chine fournira une « aide spéciale »